



LA METAMORPHOSE SILENCIEUSE

Comment la jeunesse haïtienne réinvente l'avenir d'une nation

54 %

de la population a moins de 25 ans

42,8 %

15–39 ans (> 5 millions)

35 %

des entreprises appartiennent aux
–35 ans

PNUD HAÏTI | GROUP CROISSANCE | CEDEL HAITI
MAI 2026

A propos de ce rapport

Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre le PNUD Haïti, Group Croissance et CEDEL Haïti. Group Croissance et CEDEL Haïti ont été commissionnés pour en assurer la rédaction principale, en étroite collaboration avec le PNUD Haïti, qui a également apporté des contributions rédactionnelles et techniques à l'ensemble du document. Le PNUD Haïti remercie chaleureusement ses deux partenaires pour leur engagement et la qualité de leur travail.

Avec l'appui du Gouvernement du Canada

Le PNUD Haïti remercie le Gouvernement du Canada pour son soutien financier à la réalisation de ce rapport. Cet appui témoigne d'un engagement partagé en faveur du développement de la jeunesse haïtienne. Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles du Canada.

Note sur les visuels

Les visuels de ce rapport ont été générés par intelligence artificielle (IA). Dans un contexte où les contraintes opérationnelles limitent souvent l'accès à la photographie professionnelle, le PNUD Haïti a fait le choix de l'IA générative pour produire des images dignes, représentatives et libres de droit, au service d'un récit haïtien porté par ses propres termes. La palette de couleurs du rapport a été pensée dans le même esprit : vive, contrastée, délibérément éloignée des codes graphiques institutionnels habituels, elle cherche à restituer l'énergie et la diversité d'une jeunesse qui ne se laisse pas enfermer dans un seul cadre. Ce choix visuel, comme le choix de l'IA, reflète la volonté du PNUD Haïti de s'inscrire résolument dans la modernité, en intégrant les outils et les langages numériques les plus récents à ses productions institutionnelles.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	3
RESUME EXECUTIF	6
AVANT-PROPOS.....	8
PREFACE	10
Méthodologie et objectifs de recherche.....	12
 Ce que disent les jeunes haïtiens : les voix de Wi, Ayiti Kapab	13
PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE RECENT DES JEUNES	15
Population haïtienne par groupe d'âge.....	16
Formation des jeunes et adéquation au marché du travail	19
Le marché du travail haïtien : trajectoires professionnelles des jeunes	28
Intégration du marché de travail formel ou informel : des trajectoires professionnelles contraintes	28
Le contexte du marché du travail haïtien : défis structurels et résilience juvénile	31
Environnement des affaires et accès au financement	34
L'entrepreneuriat jeunesse, l'innovation et la résilience en Haïti.....	36
De 2010 à 2025 : l'intérêt croissant pour l'entrepreneuriat jeunesse en Haïti	36
L'élan entrepreneurial juvénile face à l'adversité : une force active malgré le contexte.....	37
Entrepreneuriat jeunesse : des histoires à succès éloquentes face aux défis	40
La diaspora : un levier essentiel pour l'écosystème entrepreneurial	44
Le retour actif : entreprises innovantes fondées par la diaspora	44
La diaspora comme catalyseur de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat.....	45
Transformations technologiques au Rwanda et en Corée du Sud : quelles leçons pour Haïti ?	46
Synthèse : Le paradoxe entrepreneurial Haïtien ?	46
 Employabilité, compétences et métiers du futur : Haïti a des atouts que le monde cherche.....	47
 Focus spécial — La jeunesse haïtienne face à l'enjeu électoral : une génération qui n'a jamais voté	50
VERS UN NOUVEAU PARADIGME : RECOMMANDATIONS POUR LIBERER LE POTENTIEL TRANSFORMATEUR	53
Six messages clés pour l'action	55
Matrice de priorisation des recommandations.....	57
Phase 1 – Actions immédiates (0-2 ans) : Poser les fondations	58
Phase 2 – Consolidation (2-5 ans) : Développer l'écosystème	60
Phase 3 – Institutionnalisation (5+ ans) : Ancrer la transformation	62
CONCLUSION : LA METAMORPHOSE COMME HORIZON POSSIBLE	63
BIBLIOGRAPHIE	65
TABLEAU RECAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS	67

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

Sigle	Définition
Institutions internationales	
AFD	Agence Française de Développement
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CEPALC	Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
FMI	Fonds Monétaire International
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
GSMA	GSM Association — association mondiale des opérateurs mobiles
IA	Intelligence Artificielle
IFC	International Finance Corporation — Société Financière Internationale
IFDD	Institut de la Francophonie pour le Développement Durable
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OIT	Organisation Internationale du Travail
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SEED	Support for Entrepreneurs and Economic Development Network
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
Institutions haïtiennes	
BRH	Banque de la République d'Haïti
CDEE	Centre de Développement de l'Entreprise et de l'Entrepreneuriat
CEDEL	Centre d'Entrepreneurship et de Leadership en Haïti
CEI	Centre d'Entrepreneuriat et d'Innovation — Université Quisqueya
CLE	Centre Haïtien de Leadership et d'Excellence

IHE	Institut Haïtien de l'Enfance
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
INFP	Institut National de Formation Professionnelle
IRD-H	Institut de Recherches et de Développement en Haïti
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
OMRH	Office de Management et des Ressources Humaines
SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
UEH	Université d'Etat d'Haïti

Programmes et initiatives

ANGAJE	Programme d'entrepreneuriat du Centre Haïtien de Leadership et d'Excellence
BANJ	Hub d'entrepreneuriat haïtien
ISB	Initiative Stéphane Bruno — concours d'entrepreneuriat
NAAHP	National Alliance for the Advancement of Haitian Professionals
PAPEJ	Programme d'Appui à l'Entrepreneuriat Jeunesse
PREPOC	Plan de Relance Economique Post-Covid 2020-2023
PSME	Programme de Support aux Micro-Entreprises

Concepts, indicateurs et sources

AF	Année Fondamentale — niveau du système éducatif haïtien
EMMUS-VI	Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services — 6 ^{ème} édition (2016-2017)
FRED	Federal Reserve Economic Data — base de données de la Réserve Fédérale américaine
IA	Intelligence Artificielle
ICF	ICF International — société de recherche ayant réalisé l'EMMUS-VI
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
ODD	Objectifs de Développement Durable
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises

SIME	Système d'Information sur le Marché de l'Emploi
STIM	Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques
USD	Dollar américain — United States Dollar
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

RESUME EXECUTIF



Le constat

Haïti dispose d'un actif majeur que les narratifs dominants ignorent délibérément : une jeunesse de plus de 5 millions d'individus âgés de 15 à 39 ans, représentant 42,8 % de la population totale. Cette génération, la plus connectée de l'histoire du pays, innove par nécessité, crée de la valeur dans les interstices d'un système défaillant, et porte les germes d'une transformation profonde que les caméras internationales ne voient pas encore. Ce rapport en est la démonstration empirique.

Trois chiffres résument le paradoxe haïtien : 35 % des entreprises appartiennent à des propriétaires de moins de 35 ans, mais seulement 9 à 11 % sont formellement enregistrées. 37,5 % des jeunes (15-24 ans) sont au chômage en 2025 (Banque Mondiale). 91 % des travailleurs haïtiens opèrent dans l'économie informelle (OIT, 2025). La vitalité est réelle. Les verrous aussi. 2,2 millions de citoyens haïtiens de 18 à 27 ans n'ont jamais voté. A l'approche des premières élections générales depuis 2016, ce rapport est aussi un appel civique : cette génération mérite d'être convoquée, écoutée et respectée, dans les urnes comme dans les politiques publiques. La métamorphose silencieuse d'Haïti n'est pas un espoir lointain, mais une possibilité tangible qui ne demande qu'à être reconnue, nourrie et amplifiée.

Les preuves

Les données rassemblées, issues du recensement IHSI 2024, de l'enquête Finscope PME 2023 et d'entretiens de terrain 2023-2024, convergent vers une même conclusion paradoxale :

- **35 %** des entreprises haïtiennes appartiennent à des propriétaires de moins de 35 ans (*Finscope PME, 2023*)
- **2,2 millions** de citoyens haïtiens âgés de 18 à 27 ans, près de 19 % de la population, n'ont jamais exercé leur droit de vote
- Le taux de chômage officiel des jeunes (15-24 ans) atteint **37,5 % en 2025** selon les estimations modélisées de la Banque Mondiale, un chiffre qui place Haïti très au-dessus de la moyenne caribéenne (17,6 %). Ce taux a culminé à 37,94 % en 2021, au plus fort de la crise post-assassinat présidentiel. Les jeunes femmes sont particulièrement touchées : elles font face à un taux de chômage 1,6 fois supérieur à celui des jeunes hommes dans l'ensemble de la région. Ces indicateurs ne capturent pas les millions de jeunes simplement sortis du marché du travail formel, le taux de participation à la force de travail (15-24 ans) n'étant que de 35,3 % en 2023.
- Une équipe haïtienne de cinq adolescents a décroché une **médaille de bronze internationale** (First Global Challenge, Athènes, 2024), sélectionnée parmi les dix innovations les plus prometteuses

Les six messages clés

1. Le **préalable sécuritaire** est non négociable : sans stabilisation des zones de conflit, aucune stratégie ne déploiera son plein potentiel.
2. **Commencer par les gains rapides**, mentorat, quotas, sensibilisation, pour générer confiance et dynamique avant les investissements lourds.
3. L'**autonomisation économique des femmes** est un impératif, pas une option : moins de 30 % des jeunes femmes de 20-24 ans sont employées contre environ 50 % des hommes.
4. Le **numérique est un accélérateur**, pas une finalité : il doit s'appuyer sur des infrastructures de connectivité réelles et être accompagné d'alphabétisation numérique.
5. **Séquencer intelligemment** : poser les fondations entrepreneuriales avant de créer des structures institutionnelles nouvelles.
6. Miser sur l'**innovation frugale endogène** plutôt que sur le transfert technologique déconnecté des réalités locales.

L'appel à l'action

La question n'est pas de savoir si cette jeunesse est capable de transformer Haïti. Elle le fait déjà. La question est de savoir si les décideurs haïtiens et leurs partenaires internationaux auront la clairvoyance d'accompagner ce mouvement plutôt que de continuer à l'ignorer. Ce rapport propose une feuille de route en trois horizons, actions immédiates (0-2 ans), investissements structurants (2-5 ans), et paris transformateurs (5+ ans), conçue pour fonctionner même dans un environnement institutionnel dégradé.

La métamorphose silencieuse d'Haïti n'est pas un espoir lointain, mais une possibilité tangible qui ne demande qu'à être reconnue, nourrie et amplifiée

AVANT-PROPOS



Il y a une question que ce rapport pose sans détour : pourquoi, malgré des décennies d'analyse, des milliards d'aide internationale et une abondance de stratégies nationales, le potentiel de la jeunesse haïtienne reste-t-il aussi systématiquement sous-exploité ? C'est une tentative de réponse lucide. Et la réponse commence par un aveu : nous avons trop longtemps regardé cette jeunesse comme un problème à gérer plutôt que comme une solution à mobiliser.

Haïti est, démographiquement parlant, l'un des pays les plus jeunes de l'hémisphère occidental. Plus d'un Haïtien sur deux a moins de 25 ans. Cette réalité devrait être au cœur de chaque décision politique, de chaque stratégie d'investissement, de chaque dialogue avec les partenaires internationaux. Elle ne l'est pas encore. Et c'est précisément pour changer cela que ce rapport existe.

Nous nous trouvons à un tournant qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire récente du pays. Pour la première fois depuis 2016, des élections générales se profilent. Ce fait, en apparence institutionnel, est en réalité une donnée humaine d'une profondeur saisissante : une génération entière s'apprête à voter pour la première fois. Des citoyens qui avaient entre 8 et 17 ans lors du dernier scrutin général. Qui ont depuis lors construit des entreprises, traversé un séisme, une pandémie, un assassinat présidentiel, une crise sécuritaire sans précédent, et qui n'ont, à aucun moment de tout cela, été consultés sur le destin de leur propre pays. Dix ans sans urnes. Dix ans à gouverner leur propre vie sans que leurs institutions les reconnaissent comme des acteurs à part entière.

Ce paradoxe est au cœur de ce rapport. Car cette génération n'a pas attendu la permission pour entamer sa métamorphose. Elle l'a commencée seule, dans l'adversité, avec les outils qu'elle avait à portée de main. Et c'est là que réside la thèse centrale de ce document : la jeunesse haïtienne n'est pas en attente de développement. Elle est, déjà, en train d'en produire.

Mannitòks invente la fintech sans attendre que les banques se modernisent. Des coopératives agricoles réinventent l'autosuffisance alimentaire dans les zones sécurisées. Les coding clubs de Cap-Haïtien et de Carrefour forment la prochaine génération de développeurs sans école d'informatique formelle. Des stylistes de Pétion-Ville, des musiciens qui exportent le kompas et le rap kreyòl sur les plateformes mondiales, des DJs qui rayonnent de Port-au-Prince à la diaspora, des artisans de Noailles font vivre une économie culturelle encore absente des radars économiques officiels. Ce ne sont pas des anecdotes encourageantes. Ce sont les signes d'une transformation structurelle qui se déroule sous nos yeux, silencieusement, parce que nous n'avons pas encore appris à la regarder avec les bons instruments.

Ce rapport est une tentative de se doter de ces instruments. Il documente, il analyse, il recommande. Mais il fait aussi quelque chose de plus rare dans la littérature du développement : il change de point de vue. Il part du génie créatif de la jeunesse haïtienne pour remonter vers les politiques publiques, plutôt que de descendre des politiques vers les bénéficiaires. Cette inversion n'est pas rhétorique. Elle est méthodologique. Et elle change ce qu'on voit.

Ce qu'elle révèle est exigeant pour nous tous. Elle révèle que le principal obstacle au développement de la jeunesse haïtienne n'est pas l'absence de potentiel, mais l'absence de reconnaissance de ce potentiel. Elle révèle que les politiques les plus efficaces ne seront pas celles qu'on conçoit pour les jeunes, mais celles qu'on conçoit avec eux. Elle révèle, enfin, que la communauté internationale, et le PNUD parmi elle, a tout à gagner à cultiver une forme d'humilité nouvelle : parfois, accompagner signifie s'effacer, lever des obstacles, et faire confiance aux solutions que les jeunes Haïtiens sont capables de produire eux-mêmes.

Le PNUD appuie ces dynamiques : nous favorisons la maîtrise du numérique, l'accès au financement, la mise en place d'écosystèmes d'innovation. Nos initiatives, qu'il s'agisse de soutenir des Fab Labs ou de promouvoir des réformes réglementaires, visent à créer un environnement où les entreprises dirigées par des jeunes peuvent prospérer. Mais nous savons aussi que notre rôle le plus utile est celui que nous construisons au contact du terrain, aux côtés de ceux qui agissent. Ce rapport nous oblige à l'écoute autant qu'à l'action.

Je remercie chaleureusement Group Croissance et CEDEL Haïti, dont l'expertise de terrain et l'engagement sans faille ont façonné chaque page de ce document. Je remercie surtout les jeunes Haïtiens qui ont prêté leur voix à ce rapport : leur témoignage, leur vision et leur lucidité en sont la matière première. C'est leur rapport avant d'être le nôtre.

Ces voix, Wi, Ayiti Kapab les recueille chaque semaine. Ce programme audiovisuel du PNUD Haïti, diffusé chaque semaine à l'échelle nationale, donne le micro à des Haïtiens qui font : des entrepreneurs, des chercheurs, des artistes, des militants, des bâtisseurs discrets. Beaucoup sont jeunes, certains très jeunes. Ce n'est pas un hasard : c'est un choix, fondé sur la conviction que ceux qui construisent l'avenir d'Haïti méritent d'en raconter eux-mêmes l'histoire. Ce rapport est, en partie, le prolongement écrit de ce que ces conversations ont révélé : que derrière chaque microphone tendu à un jeune Haïtien, c'est une ressource nationale encore trop peu reconnue qui prend la parole.

A eux, je veux dire ceci : votre détermination n'est pas seulement votre force. Elle est, objectivement, la ressource la plus précieuse qu'Haïti possède. Le prochain scrutin sera votre premier rendez-vous avec les urnes. Il ne sera pas le dernier. Et si ce rapport contribue à ce que ce rendez-vous soit à la hauteur de ce que vous avez construit sans lui, dans l'adversité, sans permission, avec une ambition intacte, alors il aura accompli l'essentiel.

Le chemin exige courage, collaboration et lucidité sur ce qui n'a pas fonctionné, mais surtout une foi renouvelée dans ce qui est possible. Car si le passé nous enseigne la prudence, c'est l'avenir que cette jeunesse est en train de dessiner qui doit guider nos choix. Empruntons ce chemin ensemble, en vous laissant montrer la direction.



Xavier Michon

Représentant Résident du PNUD en Haïti

1

PREFACE

Et si le visage authentique de la jeunesse haïtienne n'était pas celui que les médias internationaux nous montrent ?



Ouvrez n'importe quel grand journal ce matin. Les images sont les mêmes depuis des années : des jeunes hommes armés, des rues barricadées, des quartiers sous contrôle de gangs. Ce récit existe. Il serait irresponsable de le nier. Mais il ne raconte qu'une fraction de la réalité, quelques milliers d'individus, tout en effaçant silencieusement les millions d'autres : celle qui entreprend, qui invente, qui étudie, qui construit, qui rêve d'une autre Haïti et qui travaille chaque jour à la faire exister.

Ce rapport est une correction. Pas un démenti de la crise. Une correction du cadrage.

Car pendant que les caméras s'attardent sur les zones de violence, une transformation silencieuse redessine le pays dans l'ombre des manchettes. Des jeunes femmes lancent des entreprises alimentaires dans les zones sécurisées du pays. Des développeurs autodidactes décrochent des contrats avec des clients internationaux depuis leurs smartphones. Des agriculteurs de moins de trente ans expérimentent de nouvelles formes de coopération pour contourner les chaînes de distribution défaillantes. Des designers, des artistes, des créateurs construisent une économie culturelle que peu d'observateurs ont encore appris à comptabiliser.

Cette jeunesse est la plus nombreuse de l'histoire du pays. Elle est aussi la plus connectée : plus de 80 % de la population accède aujourd'hui à internet via un téléphone mobile. Sur WhatsApp, sur TikTok, sur Instagram, une génération entière s'est forgé une culture politique horizontale, exigeante en matière de transparence et de redevabilité, sans attendre la permission des institutions. Les réseaux sociaux sont devenus, faute d'urnes depuis 2016, la seule arène civique accessible à cette génération. Elle s'en est emparée avec une maîtrise que ses aînés n'avaient pas anticipée. Et au-delà des communications numériques, de nouvelles technologies, de la fintech aux plateformes d'apprentissage en ligne, en passant par les outils d'analyse agricole et l'intelligence artificielle, sont progressivement intégrées par ces jeunes non pas comme des gadgets, mais comme des réponses pragmatiques à des problèmes réels.

Elle incarne pourtant le paradoxe le plus saisissant du pays. Simultanément la génération la plus sacrifiée, frappée par un chômage structurel élevé, un exode massif des talents, et une décennie sans consultation démocratique, et la mieux outillée pour affronter les défis du 21^{ème} siècle. Plurilingue. Ultra-connectée. Ingénieuse par nécessité. La seule génération de l'histoire récente à avoir atteint l'âge adulte sans jamais exercer son droit de vote, et qui s'apprête pourtant à entrer dans les urnes pour la première fois avec une conscience civique que dix ans d'exclusion institutionnelle n'ont pas entamée.

Il est temps de déconstruire trois mythes qui ont trop longtemps faussé le regard porté sur cette génération.

● Premier mythe

"Les jeunes sont un problème à contrôler"

Contrairement à cette idée reçue, ils constituent en réalité la seule solution viable et durable aux crises structurelles. Là où l'Etat, le secteur privé traditionnel ou l'aide internationale échouent depuis des décennies, leurs initiatives comblent les vides avec une efficacité déconcertante.

● Deuxième mythe

"L'entrepreneuriat jeune se limite à des petits projets de survie"

Cette vision réductrice ignore la réalité. Leur agilité technologique redessine profondément les secteurs stratégiques : ils développent des solutions fintech sans infrastructure bancaire traditionnelle, construisent des micro-réseaux électriques solaires autogérés, et déploient des plateformes d'éducation accessibles même dans les zones les plus reculées.

● Troisième mythe

"La transformation de la jeunesse haïtienne viendra de l'extérieur"

Ni l'aide internationale ni l'Etat seul ne peuvent opérer cette transformation. Les décennies de programmes importés l'ont démontré. La véritable rupture viendra de l'endogène, de circuits économiques construits par une jeunesse qui connaît intimement les besoins et les contraintes du terrain. La diaspora est un levier précieux. Elle n'est pas un substitut.

La preuve la plus éloquente de ce potentiel est peut-être aussi la moins attendue. En septembre 2024, une équipe haïtienne de cinq adolescents a remporté une médaille de bronze au First Global Challenge à Athènes, sélectionnée parmi les dix innovations les plus prometteuses au monde, pour un projet de transformation de feuilles en protéines contre la famine. Cinq adolescents. Pas une multinationale, pas une ONG internationale. Cinq jeunes Haïtiens qui ont choisi de répondre à un problème mondial avec les ressources de leur pays.

Ce ne sont pas des exceptions. Ce sont des signaux.

Une économie parallèle et créative existe déjà. Elle ne demande pas à être inventée. Elle demande à être reconnue, soutenue et amplifiée. Et elle ne pourra atteindre son plein potentiel que si une condition préalable est remplie : la sécurisation effective des territoires, sans laquelle aucune stratégie de développement ne peut déployer ses effets. C'est le socle. Tout le reste en dépend.

La question fondamentale n'est donc plus "comment protéger cette jeunesse ?" mais "comment lui donner les leviers pour transformer le pays ?" Cette génération n'a pas attendu la permission pour commencer. Elle construit, elle innove, elle entreprend, avec les outils qu'elle a à portée de main. La transformation d'Haïti est déjà en cours. La reconnaître, c'est choisir d'en faire partie.

1.1 Méthodologie et objectifs de recherche

Dans cette perspective, ce papier analyse comment Haïti peut capitaliser sur le dividende démographique jeunesse pour provoquer un changement économique et social significatif. Notre approche méthodologique s'articule autour d'une analyse multidimensionnelle qui intègre des données quantitatives officielles (IHSI, EMMUS-VI, Banque mondiale) et des observations qualitatives récoltées directement auprès des acteurs de terrain via des entretiens semi-directifs et des focus groups réalisés entre 2023 et 2024.

Toutefois, une limite méthodologique importante mérite d'être soulignée : l'actualité disparate des données statistiques mobilisées. Certaines sources, comme l'enquête EMMUS-VI (2016-2017) ou les rapports sectoriels de la Banque mondiale (2015-2020), bien que toujours référentielles, reflètent une réalité pré-pandémique et pré-crise sécuritaire aiguë, ne capturant pas pleinement les dynamiques accélérées depuis 2020. Pour pallier cette contrainte, les analyses ont été enrichies par des données qualitatives récentes (témoignages d'entrepreneurs, rapports d'ONG locales) et une revue de la littérature grise (études de cas institutionnelles 2022-2024), permettant une triangulation des sources.

Plus spécialement, le document explore la manière dont le potentiel de la jeunesse haïtienne en matière d'entrepreneuriat, d'innovation et de résilience peut être mis à contribution pour aider à poser les bases de la relance économique et du développement durable dans le pays. Nous examinons les conditions nécessaires pour que cette énergie créative puisse s'exprimer pleinement et transformer les structures économiques existantes.

Il est temps de reconnaître cette réalité alternative : loin des clichés médiatiques, une génération a choisi de ne pas attendre la permission pour réinventer sa nation. Elle ne demande pas de sauvetage, mais une reconnaissance de sa capacité d'agir. Elle ne cherche pas la charité, mais des partenariats stratégiques qui amplifient son impact. Cette étude acquiert une résonance civique nouvelle à l'approche des premières élections générales depuis 2016. Le profil de la jeunesse haïtienne décrit ici est aussi celui des futurs primo-votants du pays : une génération qui n'a jamais connu d'élection nationale et qui représente, à ce titre, non seulement le principal dividende démographique d'Haïti, mais aussi le plus grand réservoir de légitimité démocratique que le pays ait à mobiliser.

La renaissance silencieuse est en marche. La reconnaissez-vous avant qu'elle ne devienne impossible à ignorer ? Car le visage authentique d'Haïti n'est pas figé dans son passé douloureux, mais résolument tourné vers un avenir qu'une jeunesse audacieuse façonne déjà de ses mains.

Note de contextualisation : Les données de l'EMMUS-VI (2016-2017) décrivent un système éducatif structurellement fragile mais encore fonctionnel. La réalité de 2025 est autrement plus sombre. Au 30 avril 2025, plus de 1 600 écoles dans quatre départements avaient fermé leurs portes, perturbant l'apprentissage de plus de 243 000 élèves et laissant 7 500 enseignants sans classe. En janvier 2025 seul, des groupes armés ont détruit 47 établissements scolaires dans la seule capitale, sur un total de 284 écoles détruites en 2024. Le nombre d'enfants recrutés par des groupes armés a augmenté de 70 % entre 2023 et 2024. Selon une enquête de Plan International (mars 2025) auprès de populations déplacées, plus de 90 % des enfants ont été privés de leur droit fondamental à l'éducation en raison de la violence et de l'insécurité. Ces chiffres ne sont pas anecdotiques : ils signifient qu'une partie significative de la cohorte des 15-25 ans en 2030 sera celle qui n'a pas eu accès à une scolarité complète en 2024-2025. La crise éducative actuelle n'est pas un contexte périphérique, c'est la donnée de fond qui conditionne l'ensemble des projections éducatives de ce rapport. Les tendances de l'EMMUS-VI conservent une valeur structurelle de référence, mais doivent être lues à la lumière de cette dégradation documentée.

Ce que disent les jeunes haïtiens : les voix de Wi, Ayiti Kapab

Depuis l'automne 2025, le programme audiovisuel Wi, Ayiti Kapab du PNUD Haïti donne chaque semaine la parole à des entrepreneurs, innovateurs, artistes, militants civiques, chercheurs et décideurs qui construisent, loin des projecteurs, un Haïti différent. En 25 épisodes diffusés sur la télévision nationale et les réseaux sociaux, les jeunes y occupent une place centrale, non comme symboles, mais comme acteurs à part entière d'une conversation nationale sur l'avenir du pays. Ce sont eux, au fil des épisodes, qui portent les messages les plus constants.



Ce que le programme révèle n'est pas un portrait uniforme. Les invités viennent de milieux différents, du numérique et des réseaux sociaux, de l'agriculture, de la politique et de la société civile, de l'entrepreneuriat social, de la recherche et du droit. Certains ont quitté le pays, d'autres ont choisi d'y rester. Certains ont réussi à formaliser leur activité, d'autres opèrent encore dans l'informel. Ce qui les rassemble, ce n'est pas un profil socioéconomique commun, c'est une posture. Un refus partagé d'attendre que les

conditions soient idéales pour agir. Un refus d'être réduits à ce que les narratifs dominants disent d'eux.

Ce programme n'est pas un exercice de communication. C'est un exercice d'écoute. Chaque épisode est construit autour d'une question simple : qu'est-ce que ce jeune a construit, malgré quoi, et pourquoi cela compte pour Haïti ? Les réponses, souvent inattendues, révèlent une réalité que les statistiques ne capturent pas, une économie créatrice qui se déploie dans les interstices du système, des réseaux de solidarité qui pallient les carences institutionnelles, une conscience politique qui se forge en dehors des partis.

Ce que les jeunes disent, avec constance et clarté : quelle que soit la thématique de l'épisode, numérique, agriculture, citoyenneté, entrepreneuriat féminin, quatre messages reviennent, formulés différemment mais portés avec la même conviction. Ils ne sont pas le produit d'un sondage. Ils émergent, spontanément, de chaque conversation.

• Ils veulent être reconnus, pas assistés

Les jeunes interviewés ne réclament pas de l'aide humanitaire. Ils réclament un accès équitable aux marchés, au crédit et aux décisions. Ce qu'ils décrivent, c'est une asymétrie profonde : on les applaudit en public, on les freine dans les coulisses. En 2024, le ministère de la Jeunesse a reçu 0,5 % du budget national pour une population qui représente plus de 54 % du pays.

« Nous n'attendons pas qu'on nous sauve. Nous avons besoin qu'on nous fasse confiance. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

• Ils entreprennent malgré tout

Dans l'agriculture, le numérique, la mode, l'énergie solaire : les initiatives documentées révèlent une économie parallèle foisonnante, invisible aux statistiques mais bien réelle. Une invitée du programme illustre cela, à 16 ans, sans téléphone propre, son premier contenu filmé en cachette a généré un million de vues. Trois ans plus tard, elle emploie quatre personnes.

« Je n'attends pas une licence pour créer. Ce qui donne la légitimité, c'est ce qu'on laisse comme héritage. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

- **Ils aspirent à peser sur leur avenir collectif**

La génération qui n'a jamais voté n'est pas apolitique, elle est exigeante. Plusieurs invités du programme travaillent sur la participation civique des jeunes. L'un d'eux résume : trois générations de jeunes ayant déjà 18 ans n'ont jamais participé à des activités électorales. Leur force électorale est latente, ils ont le poids pour décider seuls du résultat, à tous les échelons.

« Nous avons les chiffres. Nous ne savons pas encore tout ce qu'on peut en faire. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

- **Ils refusent le narratif de la fatalité**

« Haïti n'est pas que ce que les médias montrent. » Cette phrase, prononcée sous des formes diverses dans presque chaque épisode, est la thèse centrale de ce rapport, formulée non par des chercheurs, mais par ceux qui vivent la métamorphose de l'intérieur. Leur refus de la fatalité n'est pas de la naïveté. Ils connaissent les chiffres. Mais ce constat ne les immobilise pas.

« La jeunesse, c'est le présent. Pas l'avenir. L'action, c'est maintenant. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

- **Leurs mots, directement**

Vingt-cinq épisodes. Autant d'invités différents par le parcours, la région, le secteur. Mais une même constance dans ce que ces jeunes formulent, avec des mots différents, dans un créole ou un français tantôt soigné tantôt vif, avec conviction toujours, avec fierté souvent. Ces six formulations ne sont pas des slogans construits pour le rapport. Ce sont des phrases prononcées par des jeunes Haïtiens, à voix haute, devant une caméra, sans filet. Elles méritent d'être lues comme telles.

« Je n'ai jamais lu que les spectateurs faisaient partie de l'histoire. Ce sont les acteurs qui changent. On doit parler, oser, créer, même si on nous freine. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« Le plus grand risque pour cette élection, ce n'est pas la fraude, ni la logistique. C'est l'abstention silencieuse d'une jeunesse tentée de croire que rien ne peut changer. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« La citoyenneté n'est pas subjective, elle est obligatoire. La passivité coûte toujours. Être passif, c'est déjà être coupable dans une histoire. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« S'engager, ce n'est pas forcément faire de la politique. C'est entreprendre, c'est créer, c'est refuser d'être invisible. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« Ce qui me ferait croire que Wi, Ayiti Kapab, c'est voir les jeunes aller voter massivement. Voter non pas un candidat, mais un programme. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« Voter parce que sans nous, sans les jeunes, on n'aurait pas gagné Haïti. C'est à nous de créer notre propre chaise pour s'asseoir à la table. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« Avec les réseaux sociaux, on peut vraiment gagner sa vie. On peut vendre, présenter son commerce, apprendre gratuitement. C'est un marché global, et nous, on le maîtrise. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« Sans nous les femmes, Haïti ne se reconstruira pas. Les femmes haïtiennes doivent s'impliquer beaucoup plus, dans l'économie, dans la société, dans toutes les décisions. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

« J'ai commencé sans argent, sans téléphone. J'avais la confiance en moi, et rien d'autre. Vous pouvez commencer avec une idée. Au début, ce ne sera pas facile, mais on commence comme ça. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Les recommandations qui suivent ne sont pas construites contre ces voix. Elles sont construites à partir d'elles.

2

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE RECENT DES JEUNES



Cette section dresse un portrait détaillé de la jeunesse haïtienne, force démographique majeure et potentiel levier de transformation socio-économique du pays. Pour les besoins de cette étude, nous ciblons les Haïtiens appartenant au groupe d'âges 15-39 ans, conformément aux paramètres employés dans des travaux similaires.

La jeunesse haïtienne se trouve aujourd'hui à un carrefour historique inédit. Celle que nous étudions ici, la cohorte des 15 à 39 ans en 2026, est une génération profondément marquée par l'accumulation des crises : le séisme de 2010, la pandémie de COVID-19, l'assassinat du Président de la République en 2021, la montée inexorable de l'insécurité, et surtout l'absence prolongée de tout processus démocratique. Depuis les dernières élections générales de 2016, une décennie s'est écoulée sans consultation populaire, façonnant une génération entière qui a grandi dans une République sans urnes, une anomalie démocratique sans précédent dans l'histoire moderne du pays.

Cette réalité électorale colore profondément le portrait démographique que nous allons dresser. Les jeunes de 27 à 35 ans qui font partie de notre population cible étaient, pour la grande majorité, mineurs lors des dernières élections de 2016 : ils n'ont jamais exercé leur droit de vote. Ils sont pourtant pleinement citoyens, hyper-connectés numériquement, politiquement conscients via les réseaux sociaux, et porteurs d'aspirations légitimes quant à leur avenir collectif. Comprendre ce groupe démographique, c'est comprendre une génération qui incarne à la fois l'immense potentiel économique du dividende démographique et l'urgence d'une renaissance démocratique.

Au-delà des données socio-économiques, ce portrait cherche donc à saisir une réalité plus profonde : celle d'une jeunesse qui n'a pas été consultée sur le destin de son pays pendant une décennie entière, mais qui n'a pas pour autant renoncé à en façonner l'avenir. C'est cette tension entre exclusion institutionnelle et vitalité citoyenne qui donne à l'étude de la jeunesse haïtienne en 2026 toute sa singularité et son urgence.

2.1 Population haïtienne par groupe d'âge



L'analyse des dernières estimations de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) révèle qu'Haïti dispose d'une population exceptionnellement jeune, dont la structure a considérablement évolué depuis sa transition démographique amorcée entre 1915 et 1980. La configuration actuelle de la pyramide des âges d'Haïti présente, depuis au moins deux décennies, un profil propice à l'implémentation de politiques publiques capables de catalyser la croissance économique en exploitant son dividende démographique¹.

Tableau 1 : Répartition de la population totale par groupes d'âge et par sexe en 2024

Groupes d'âge	Masculin	Féminin	Total	Pourcentage
0-4 ans	643 425	630 738	1 274 163	10,7 %
5-9 ans	628 981	619 147	1 248 128	10,5 %
10-14 ans	611 586	603 860	1 215 446	10,2 %
15-19 ans	582 229	576 423	1 158 652	9,8 %

¹ Le dividende démographique désigne le potentiel de croissance économique accélérée d'un pays, qui commence par des changements dans la pyramide des âges de sa population, à mesure que celle-ci passe de taux de natalité et de mortalité élevés à faibles.

20-24 ans	549 505	547 824	1 097 329	9,2 %
25-29 ans	509 412	511 153	1 020 565	8,6 %
30-34 ans	475 186	479 769	954 955	8,0 %
35-39 ans	426 280	432 654	858 934	7,2 %
40-44 ans	358 291	365 700	723 991	6,1 %
45-49 ans	288 142	296 556	584 698	4,9 %
50-54 ans	227 892	239 573	467 465	3,9 %
55-59 ans	187 445	203 553	390 998	3,3 %
60-64 ans	147 614	167 931	315 545	2,7 %
65-69 ans	107 232	130 746	237 978	2,0 %
70-74 ans	68 055	91 173	159 228	1,3 %
75-79 ans	38 073	54 481	92 554	0,8 %
80 ans et plus	24 540	41 863	66 403	0,6 %
Total	5 873 888	5 993 144	11 867 032	100,0 %

Source : IHSI, Estimation désagrégée de la population haïtienne en 2024

Les données du tableau révèlent que le groupe cible de notre étude (15-39 ans) représente 42,8 % de la population totale, soit plus de 5 millions d'individus. Cette proportion significative constitue un capital humain considérable dont la mobilisation pourrait générer d'importants bénéfices socio-économiques.

Dynamique du dividende démographique en Haïti

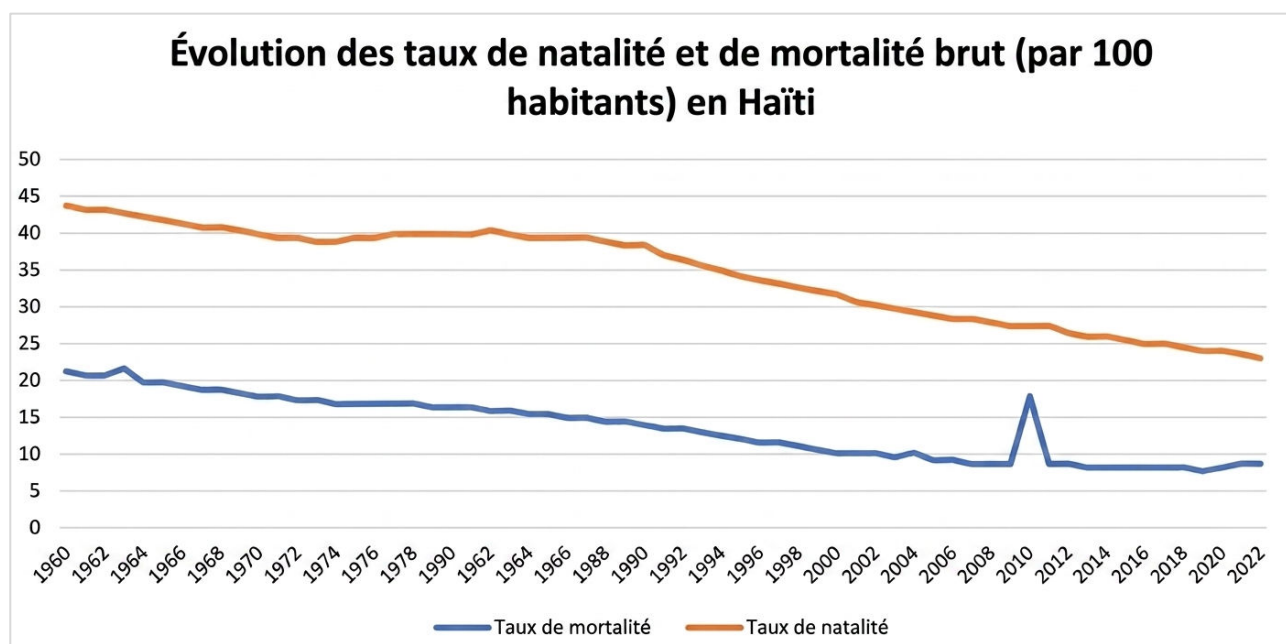
En Haïti, la transition démographique s'est caractérisée par une baisse progressive du taux de mortalité (de 1915 aux années 1980) et l'évolution d'un régime de fécondité « naturelle » vers un régime de fécondité « contrôlée » par les couples. En 2024, plus de 74 % de la population haïtienne est âgée de moins de 40 ans, résultat d'une amélioration continue de la santé reproductive des femmes.

« La jeunesse, c'est le présent. Pas l'avenir. Si on dit que c'est le futur, on est déjà adulte dans le futur. L'action, c'est maintenant. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Cette évolution se reflète dans la diminution significative du taux de fécondité, passant de 6,208 enfants par femme en 1960 à 2,773 enfants par femme en 2022. La réduction de 55,3 % du taux de fécondité sur cette période constitue un indicateur probant de la transformation structurelle des comportements reproductifs.

Parallèlement, la population en âge de travailler (15-64 ans) représente aujourd'hui plus de 63 % de la population totale, créant une configuration démographique favorable à l'expansion économique.



Source : *Perspective monde, Banque mondiale, date de consultation : 19/04/2025*

De plus, le rapport de dépendances des jeunes ((Population de moins de 15 ans / Population de 15 à 64 ans) * 100) s'est grandement amélioré de 1990 à 2024, ce qui traduit une diminution de la charge sociale et économique qui repose sur le dos de la population active.

	1990	2000	2005	2010	2015	2020	2024
Rapport de dépendance des jeunes	82 %	72 %	61 %	60 %	55 %	51 %	49 %

Source : *Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et calcul de l'auteur*

La décroissance séquentielle du ratio de dépendance des jeunes, passant de 82 % en 1990 à 49 % en 2024, représente une diminution de 33 points de pourcentage sur trois décennies. Cette tendance structurelle crée une fenêtre d'opportunité démographique critique d'environ 30-40 ans que les autorités nationales pourraient exploiter pour catalyser la croissance économique via des investissements stratégiques dans le capital humain des cohortes jeunes.

L'amélioration du ratio de dépendance constitue une opportunité sans précédent pour restructurer l'économie haïtienne vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, nécessitant toutefois une synchronisation entre politiques éducatives, d'emploi et d'entrepreneuriat jeune.

2.2 Formation des jeunes et adéquation au marché du travail



● Crise éducative 2024-2025

Les données de l'EMMUS-VI (2016-2017) décrivent un système éducatif structurellement fragile mais encore fonctionnel. La réalité de 2025 est autrement plus sombre. Au 30 avril 2025, plus de 1 600 écoles dans quatre départements avaient fermé leurs portes, perturbant l'apprentissage de plus de 243 000 élèves et laissant 7 500 enseignants sans classe (UNICEF, 2025). En janvier 2025 seul, des groupes armés ont détruit 47 établissements scolaires dans la seule capitale, sur un total de 284 écoles détruites en 2024. Le nombre d'enfants recrutés par des groupes armés a augmenté de 70 % entre 2023 et 2024, en 2024, presque la moitié des membres de gangs armés étaient des enfants. Selon une enquête de Plan International (mars 2025) auprès de populations déplacées, plus de 90 % des enfants ont été privés de leur droit fondamental à l'éducation en raison de la violence et de l'insécurité.

Ces chiffres ne sont pas anecdotiques : ils signifient qu'une partie significative de la cohorte des 15-25 ans en 2030 sera celle qui n'a pas eu accès à une scolarité complète en 2024-2025. La crise éducative actuelle n'est pas un contexte périphérique, c'est la donnée de fond qui conditionne l'ensemble des projections du présent rapport. Les tendances de l'EMMUS-VI conservent une valeur structurelle de référence, mais doivent être lues à la lumière de cette dégradation documentée et sans précédent.

● Politiques d'emploi en Haïti : un cadre institutionnel à renforcer

Selon le Bureau International du Travail (BIT), il n'existe actuellement aucune stratégie ou politique nationale de l'emploi en Haïti. De plus, selon cette même institution, personne n'est clairement en charge de la création d'emplois et des politiques de l'emploi au sein du gouvernement haïtien (BIT, 2015). Dans l'attente de la ratification d'une nouvelle politique de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP), la politique de formation professionnelle actuelle n'est pas adaptée à l'économie informelle haïtienne.

Il n'existe pas non plus de mécanismes tripartites (l'Etat, le patronat et les demandeurs d'emplois) permettant de mettre en adéquation l'offre de compétences et la demande de travailleurs qualifiés sur le marché du travail. D'autre part, il est capital d'avoir des données à sa disposition sur le marché de l'emploi pour adopter des politiques appropriées. Or, le manque de données a empêché toutes les parties prenantes de mesurer la véritable ampleur du problème de l'emploi et de réagir en conséquence.

Selon le BIT, il n'existe actuellement aucune stratégie ou politique nationale de l'emploi cohérente et intégrée en Haïti. De plus, cette même institution souligne l'absence d'une entité gouvernementale clairement mandatée pour la création d'emplois et l'élaboration des politiques y afférentes (BIT, 2015). Cette fragmentation institutionnelle constitue un obstacle majeur au développement d'une approche systémique de l'emploi.

Dans l'attente de la ratification d'une nouvelle politique de l'Institut National de Formation Professionnelle (INFP), la politique de formation professionnelle actuelle souffre d'un décalage structurel avec les réalités de l'économie informelle haïtienne qui représente plus de 80 % des activités économiques. Cette inadéquation s'explique notamment par :

- L'absence de mécanismes tripartites fonctionnels (Etat, patronat et demandeurs d'emplois) permettant d'harmoniser l'offre de compétences et la demande de travailleurs qualifiés sur le marché du travail
- Le manque d'un système d'information sur le marché de l'emploi (SIME) permettant de collecter, analyser et diffuser des données fiables sur les tendances du marché du travail
- L'insuffisance des ressources allouées aux structures d'intermédiation entre formation et emploi
- La faible implication du secteur privé dans la définition des curricula de formation

Ce manque de données statistiques fiables et actualisées a systématiquement empêché toutes les parties prenantes de mesurer la véritable ampleur du problème de l'emploi et d'élaborer des politiques publiques fondées sur des évidences empiriques. Un système national d'information sur l'emploi, associant l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), constituerait un outil essentiel pour guider les politiques publiques en la matière.

● Les principales réformes en éducation en Haïti : entre ambitions et défis de mise en œuvre

La réforme Bernard de 1982 représente la pierre angulaire de la modernisation du système éducatif haïtien. Elle avait posé les bases de deux transformations structurelles majeures qui devaient redéfinir l'architecture du système. La première concernait l'instauration d'un enseignement fondamental de 9 ans, structuré en trois cycles (4-2-3) et d'un nouveau secondaire de 4 ans, remplaçant l'ancien système hérité du modèle français. La seconde visait l'instauration d'un bilinguisme créole/français avec l'introduction du créole comme langue d'enseignement aux côtés du français, reconnaissant ainsi la réalité linguistique du pays où plus de 95 % de la population a le créole comme langue maternelle.

En 2025, près de quatre décennies après son lancement, la mise en œuvre de cette réforme demeure partielle et inégale sur le territoire national. On observe la cohabitation de facto des deux systèmes au secondaire, la filière traditionnelle scolarisant encore en 2015-16 plus de 80% des effectifs du secondaire. Quant à l'introduction du créole comme langue d'enseignement, elle s'est effectivement réalisée en 1^{ère} Année Fondamentale (AF), mais de manière insuffisamment systématisée dans les niveaux supérieurs, créant ainsi des ruptures dans le parcours linguistique des élèves.

Le Plan Opérationnel 2010-2015, élaboré après le séisme dévastateur de 2010, visait à restructurer en profondeur le système éducatif en s'appuyant sur cinq axes stratégiques complémentaires. Il s'agissait d'améliorer la gouvernance du système éducatif, de garantir l'accès et l'équité, d'élever la qualité de l'enseignement, de renforcer l'efficacité externe du système, et enfin de moderniser le management et la gestion des ressources humaines. Ce plan ambitieux se heurtait cependant à la réalité d'un pays durement affecté par la catastrophe et aux prises avec de multiples défis de reconstruction.

En 2014, le MENFP a introduit une série de mesures réglementaires visant la régularisation et la standardisation du système scolaire. Ces dispositions comprenaient l'attribution d'un permis d'enseigner basé sur des critères de qualification académique et pédagogique, ainsi que la délivrance d'une carte d'identité d'établissement certifiant la conformité aux normes ministérielles. Les nouvelles règles imposaient également l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du ministère pour toute création d'école, mesure visant à endiguer la prolifération anarchique d'établissements scolaires de qualité douteuse. La réorganisation des examens nationaux selon une approche par compétences, l'introduction d'un système de supervision renforcée des écoles présentant des taux d'échec élevés, et la mise en place d'une évaluation nationale standardisée en 4^{ème} AF complétaient ce dispositif de régulation.

Malgré ces initiatives louables, les mesures d'accompagnement techniques et financières font encore défaut pour assurer l'application effective de ces réformes sur l'ensemble du territoire. Le sous-financement chronique du secteur éducatif, qui ne reçoit que 15% du budget national contre les 25% recommandés par l'UNESCO, limite considérablement la portée des réformes. La faible capacité institutionnelle des directions départementales, conjuguée à l'insuffisance des ressources humaines qualifiées, constitue un obstacle supplémentaire à la transformation systémique de l'éducation haïtienne. Ces contraintes expliquent en grande partie pourquoi, malgré des décennies de réformes et de plans successifs, le système éducatif haïtien peine à réaliser sa mutation qualitative.

- **La structure éducative haïtienne : entre ambition formelle et réalité fragmentée**

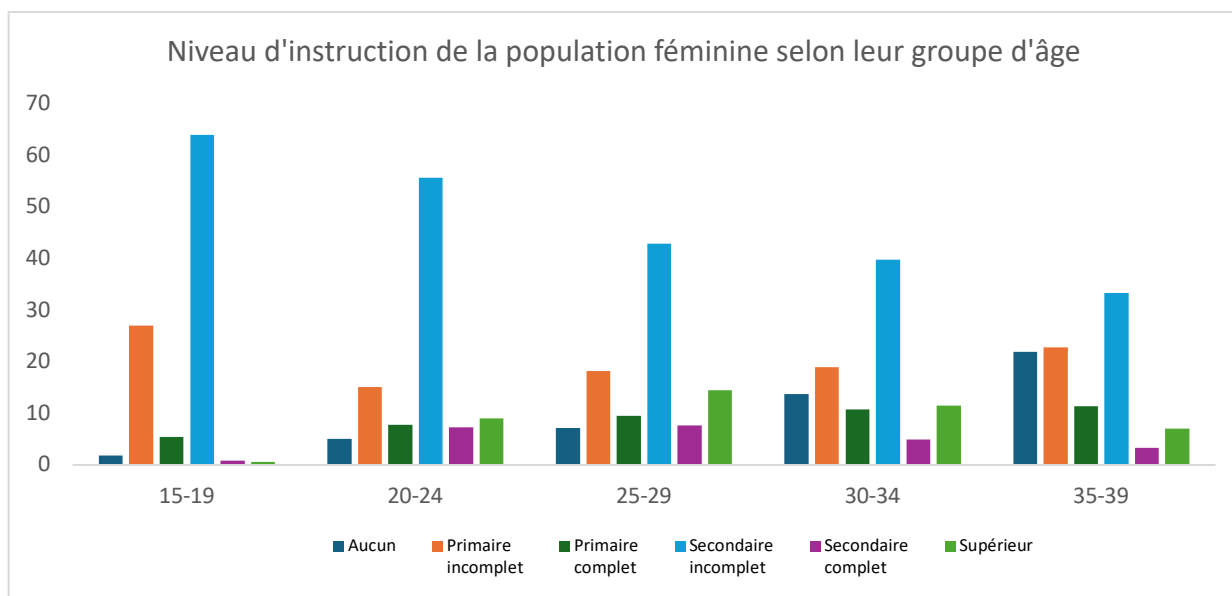
Le système éducatif haïtien présente une architecture ambitieuse sur le papier, mais confrontée à d'importantes fractures dans son application. Structuré en cinq niveaux distincts, il s'articule entre secteurs formel et non formel, reflétant la dualité d'un pays en quête de développement éducatif.

L'édifice éducatif commence par l'éducation préscolaire, destinée aux enfants de 3 à 5 ans. Non obligatoire, elle constitue néanmoins la première marche d'un parcours idéalement continu. S'ensuit l'enseignement fondamental, pierre angulaire du système, restructuré depuis la réforme Bernard de 1982 en trois cycles successifs. Les deux premiers, couvrant six années d'études pour les enfants de 6 à 11 ans, forment le socle de l'éducation de base, tandis que le troisième cycle accompagne les adolescents de 12 à 14 ans jusqu'à un examen national crucial.

L'enseignement secondaire prolonge ce parcours sur quatre années supplémentaires, conduisant au baccalauréat national, tandis qu'un nouveau cycle secondaire quadriennal est actuellement en déploiement. Parallèlement, la formation technique et professionnelle propose un spectre de certifications allant de formations courtes de quelques mois jusqu'à des diplômes supérieurs de technicien sur trois ans. Au sommet de cette pyramide, l'enseignement supérieur comprend l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), un réseau d'universités départementales et diverses institutions spécialisées.

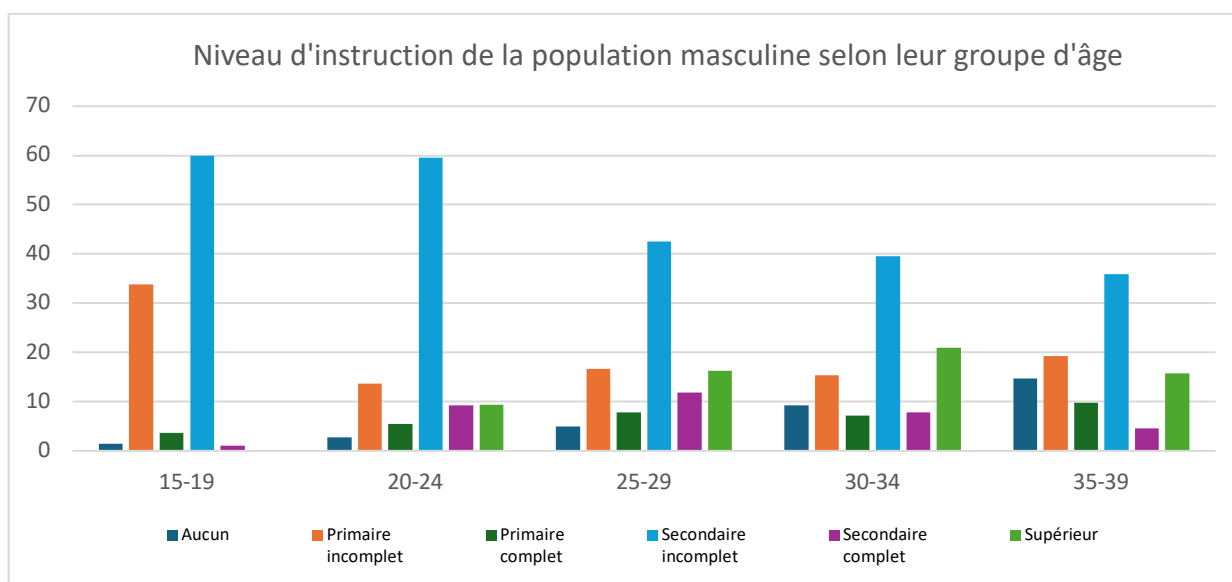
Des disparités de genre qui persistent malgré les avancées

L'analyse démographique révèle des fractures persistantes dans le parcours éducatif des Haïtiens, particulièrement marquées selon le genre.



Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Les statistiques sont révélatrices : près de 56 % des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans ne parviennent pas à terminer leurs études secondaires, alors que seulement 7 % y parviennent. Cette proportion avoisine les 40 % pour la tranche d'âge des 25-34 ans, suggérant une situation inquiétante et une démobilisation académique prononcée chez les femmes.

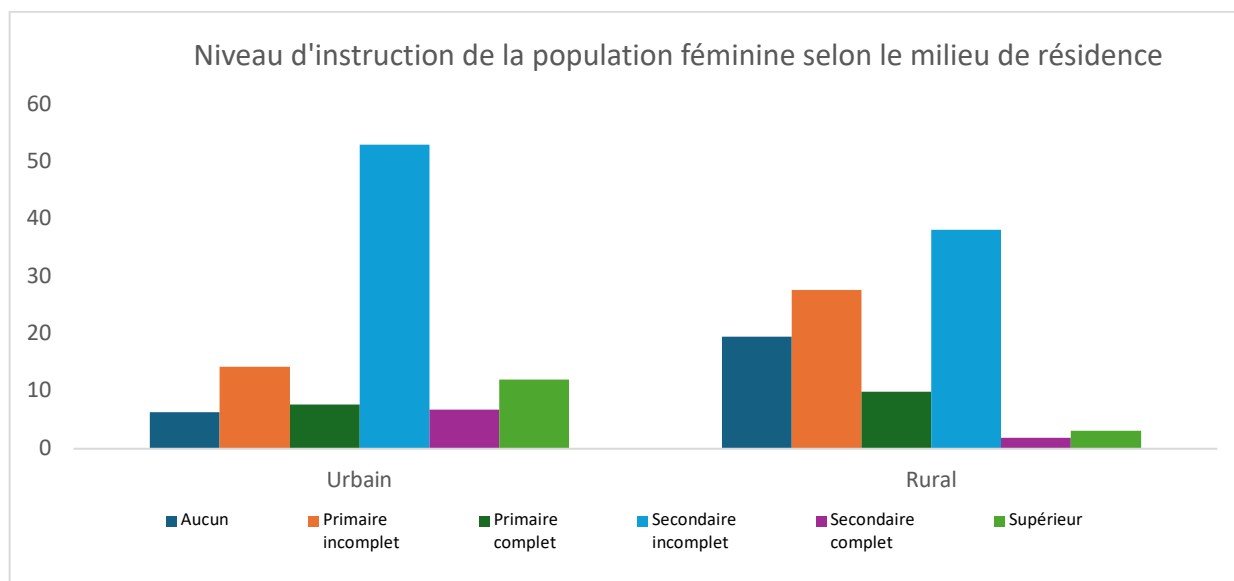


Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Chez les hommes, la situation présente des similitudes troublantes, avec environ 60 % des 20-24 ans n'ayant pas pu compléter le secondaire, alors qu'environ 9 % y parviennent, contre un peu plus de 40 % pour les 25-34 ans. Cette analogie entre les genres dans la tranche d'âge supérieure souligne un problème structurel qui transcende la question du genre et interroge sur l'efficacité globale du système à retenir ses étudiants jusqu'au terme du parcours secondaire.

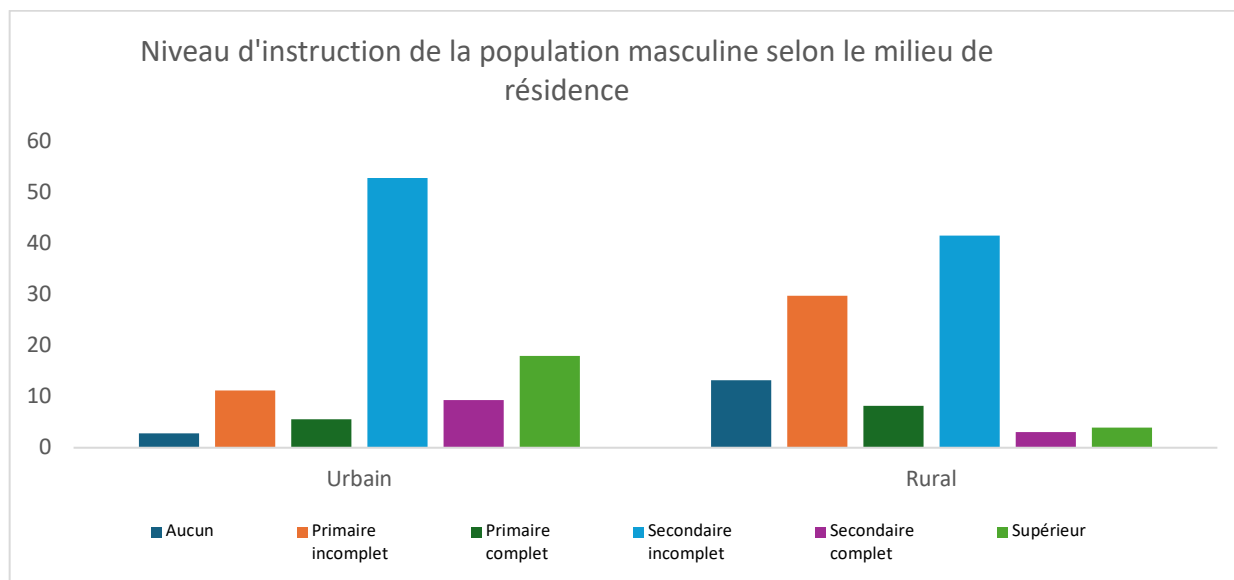
La fracture urbain-rural : un déterminisme géographique tenace

Au-delà du genre, c'est la géographie qui trace les lignes de démarcation les plus nettes dans le paysage éducatif haïtien.



Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

L'écart est saisissant : 11 % des femmes en milieu urbain atteignent l'enseignement supérieur, contre seulement 3 % pour leurs homologues rurales. Cette disparité quadruple illustre l'impact déterminant du lieu de résidence sur les perspectives éducatives.



Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

La situation est encore plus contrastée chez les hommes, où l'enseignement supérieur est accessible à 18 % des citadins contre à peine 4 % des ruraux. Cet écart de 14 points de pourcentage met en lumière une inégalité territoriale criante qui renforce les disparités socioéconomiques préexistantes.

Les jeunes femmes rurales : l'angle invisible. Si ce rapport documente bien les écarts de genre dans l'emploi (moins de 30 % des jeunes femmes de 20-24 ans employées contre environ 50 % des hommes), les recommandations tendent à se concentrer sur les femmes des centres urbains. Or c'est précisément dans les zones rurales que l'écart est le plus abyssal : 3 % d'accès à l'enseignement supérieur contre 11 % en milieu urbain. Les jeunes femmes rurales cumulent les désavantages, géographie, genre, informalité, sans que les politiques publiques ni les programmes d'appui à l'entrepreneuriat ne ciblent cette intersection. Les recommandations de la Phase 1 intègrent désormais un volet spécifique 'femmes rurales' : points d' enrôlement mobiles dans les zones défavorisées, formations en accès décentralisé, et quotas explicites dans les programmes départementaux, pas seulement dans les grandes villes.

La formation professionnelle : parent pauvre d'un système fragmenté

Qualifiée de « secteur le plus négligé » du système éducatif haïtien, la formation technique et professionnelle illustre les contradictions d'un dispositif éducatif à deux vitesses.

Ce segment crucial, qui pourrait offrir une alternative viable aux jeunes n'ayant pas complété le secondaire, se déploie à travers deux réseaux distincts mais inégalement développés. Le réseau formel, structuré mais sous-dimensionné, ne concerne qu'environ 20 000 étudiants répartis dans 478 centres de formation. La privatisation massive du secteur est frappante : plus de 90 % des établissements sont privés (447 centres), tandis que le secteur public ne représente qu'une fraction marginale avec 31 centres relevant de différentes tutelles ministérielles.

La concentration géographique accentue encore cette problématique, avec 56,2 % des centres localisés dans le département de l'Ouest, contre seulement 7,8 % dans l'Artibonite, 8,7 % dans le Grand Sud et 6,3 % dans le Grand Nord, aggravant les inégalités territoriales déjà observées dans l'enseignement général.

Face à ces carences du réseau formel, c'est le réseau non formel qui constitue paradoxalement le système de formation professionnelle le plus répandu en Haïti. Basé sur un apprentissage traditionnel au sein des entreprises du secteur informel, il s'adresse prioritairement aux populations défavorisées, indépendamment de l'âge ou du niveau académique, comblant ainsi partiellement les lacunes du système éducatif officiel.

Perspectives : vers une réforme nécessaire

L'analyse des données éducatives haïtiennes révèle un système à la croisée des chemins. La formation professionnelle apparaît comme une option stratégique pour les 40 % de jeunes hommes et femmes n'ayant pas complété le secondaire, mais son développement insuffisant et déséquilibré ne permet pas actuellement de répondre à cet enjeu crucial.

Les disparités entre zones urbaines et rurales, conjuguées à la privatisation massive du secteur éducatif, appellent à une redéfinition des priorités nationales en matière d'éducation. Sans intervention structurelle pour réduire ces fractures, le système éducatif haïtien risque de perpétuer, voire d'amplifier, les inégalités sociales qu'il devrait contribuer à résorber.

- **L'émergence du digital : une révolution éducative parallèle**

En marge du système éducatif conventionnel, un phénomène relativement récent transforme radicalement le paysage de l'apprentissage en Haïti : l'autoformation par le numérique. Cette dynamique disruptive s'observe

particulièrement chez les jeunes générations qui, confrontées aux insuffisances structurelles du système formel, développent des stratégies alternatives d'acquisition de compétences.

L'écosystème numérique haïtien, bien qu'en développement, présente des caractéristiques techniques spécifiques qui favorisent cette évolution. Avec 82,7 % de la population connectée via un appareil mobile (9,75 millions de connexions, GSMA Intelligence 2024), les smartphones sont devenus le vecteur privilégié d'accès au savoir numérique. Cette progression de 22 points par rapport aux données antérieures confirme l'ampleur de la transformation numérique en cours, même dans le contexte de crise. La connectivité 4G, désormais disponible dans les principales agglomérations via les opérateurs Digicel et Natcom, permet des débits théoriques de 7 à 12 Mbps, suffisants pour l'accès aux contenus vidéo en définition standard.

Les plateformes d'apprentissage exploitées par cette jeunesse connectée se diversifient selon des spécialités techniques précises. YouTube constitue l'épine dorsale de cet écosystème d'apprentissage avec ses tutoriels spécialisés, mais d'autres ressources complémentaires émergent :

- Les MOOCs en français de plateformes comme OpenClassrooms pour l'apprentissage des langages de programmation (HTML/CSS, JavaScript, PHP) avec une prédilection pour le développement web front-end, plus accessible aux autodidactes
- Les forums techniques spécialisés comme iFixit pour les procédures détaillées de réparation d'appareils électroniques, particulièrement les smartphones des gammes Samsung Galaxy A et J, iPhone 6-8, et les modèles Tecno, très répandus localement
- Les groupes WhatsApp et Telegram thématiques qui fonctionnent comme des communautés d'entraide technique, compensant l'absence de structures formelles de mentorat
- GitHub et ses repositories publics qui permettent l'accès au code source et à la documentation technique pour l'apprentissage des frameworks de développement

Cette autoformation numérique se concentre sur des filières techniques à retour sur investissement rapide :

- La maintenance hardware (diagnostics de pannes par multimètre, remplacement de composants SMD, rebillage BGA) qui requiert un investissement initial modéré d'environ 150-300 USD en outillage spécialisé;
- Le développement web front-end avec acquisition de compétences séquentielles (HTML5/CSS3, puis JavaScript/jQuery, puis frameworks comme Bootstrap);
- La conception graphique via des outils accessibles comme GIMP ou Canva, avant une éventuelle progression vers Adobe Creative Suite;
- L'administration système Linux, particulièrement valorisée pour la gestion des cybercafés et petites infrastructures locales.

L'apprentissage des langages de programmation représente un segment particulièrement prometteur de cette révolution éducative numérique. Au-delà du développement web de base, on observe une progression vers l'acquisition de compétences en programmation plus avancées :

- Python émerge comme langage de prédilection pour les débutants, avec une courbe d'apprentissage accessible et des applications immédiatement valorisables dans l'automatisation de tâches ou l'analyse de données;
- Les frameworks JavaScript comme React et Node.js gagnent en popularité pour le développement d'applications web complètes (front-end et back-end);
- Les compétences en bases de données SQL (principalement MySQL et PostgreSQL) et NoSQL (MongoDB) complètent progressivement l'arsenal technique des autodidactes;
- Les méthodologies agiles et outils de versioning comme Git s'intègrent dans ces parcours d'autoformation, témoignant d'une professionnalisation croissante.

Ce potentiel d'apprentissage du code pourrait être considérablement amplifié par des investissements et appuis dédiés. Les "bootcamps" intensifs de programmation, modèles ayant fait leurs preuves internationalement (comme Le Wagon ou Simplon), adaptés au contexte haïtien, permettraient de structurer et d'accélérer ces parcours autodidactes.

Un écosystème de soutien ciblé nécessiterait :

- Des hubs technologiques équipés en connectivité stable (alimentation électrique sécurisée, bande passante garantie de 20+ Mbps);
- Des programmes de mentorat reliant ces apprenants à la diaspora technique haïtienne;
- Des incitations fiscales pour les entreprises locales et internationales employant ces nouveaux talents;
- Des mécanismes de micro-certification reconnus par l'industrie, contournant les obstacles du système éducatif formel.

« Avec les réseaux sociaux, on peut vraiment gagner sa vie. On peut vendre, présenter son commerce, apprendre gratuitement. C'est un marché global, et nous, on le maîtrise. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Le potentiel économique est considérable : selon les estimations régionales, un développeur junior peut générer entre 10 000 et 25 000 USD annuellement en travaillant à distance pour des clients internationaux, soit 5 à 12 fois le PIB per capita haïtien.

Ce phénomène d'autodidaxie numérique présente une particularité notable : il s'affranchit des contraintes géographiques qui caractérisent l'éducation formelle. Dans un pays où l'accès à la formation professionnelle institutionnelle reste fortement concentré dans la région métropolitaine, l'apprentissage digital ouvre des perspectives inédites pour les jeunes des zones rurales, sous réserve d'un accès à la connectivité. Les zones urbaines secondaires comme Cap-Haïtien, Gonaïves ou Les Cayes développent ainsi des micro-écosystèmes numériques autour de cybercafés transformés en véritables hubs d'apprentissage informels.

L'émergence de modèles économiques hybrides accompagne cette révolution éducative : des jeunes techniciens autodidactes proposent désormais des prestations techniques à tarifs modulés selon les quartiers et la clientèle, créant un segment intermédiaire entre l'économie informelle traditionnelle et le secteur formel. Le phénomène de "technopreneuriat" prend forme avec l'apparition de micro-entreprises spécialisées opérant via les réseaux sociaux, principalement Facebook Marketplace et WhatsApp Business.

Synthèse des constats : L'analyse révèle l'existence d'un écosystème dynamique d'auto-formation numérique, caractérisé par son pragmatisme, son affranchissement partiel des contraintes géographiques et son orientation vers des compétences à rendement économique rapide. Cependant, cet écosystème reste informel, fragmenté et ne bénéficie d'aucune reconnaissance formelle, limitant son impact à grande échelle et son accessibilité pour les populations les plus défavorisées.

• Pistes pour l'action

Pour capitaliser sur cette énergie et corriger ses lacunes, les interventions devraient viser à structurer, reconnaître et démocratiser cet apprentissage. Une approche prometteuse consisterait à amplifier cette dynamique et la rendre accessible à tous, à travers une plateforme web gratuite, dédiée à l'éducation financière et entrepreneuriale des jeunes. Celle-ci pourrait entièrement être conçue en créole, offrant des modules multimédias sur la gestion budgétaire, les mécanismes de microcrédit et les étapes de création d'entreprise, adaptés aux réalités socio-économiques locales, tels que la gestion des petites exploitations agricoles, le tout accessible sans frais de données.

grâce à des partenariats avec les opérateurs télécoms nationaux. De plus, cette plateforme pourrait être hébergée sur des serveurs cloud optimisés pour une compatibilité avec les connexions low-tech et les appareils mobiles, permettant un accès même dans les zones rurales aux infrastructures numériques précaires, avec un système de certifications numériques pour valider les compétences acquises et faciliter leur reconnaissance par les institutions éducatives et les employeurs. Aussi, la plateforme prioriserait l'inclusion des jeunes femmes et des régions marginalisées, et en s'articulerait avec les initiatives existantes d'alphabétisation numérique pour créer un continuum de formation aligné sur les besoins de l'économie haïtienne, formelle comme informelle.

Cette évolution, bien que prometteuse, révèle également les carences d'un système institutionnel qui peine à s'adapter aux besoins contemporains du marché du travail. Elle souligne la nécessité d'une refonte systémique des curricula pour intégrer ces compétences numériques et établir des passerelles de validation des acquis d'expérience (VAE) permettant la reconnaissance formelle de ces compétences acquises hors du cadre institutionnel.

2.3

Le marché du travail haïtien : trajectoires professionnelles des jeunes

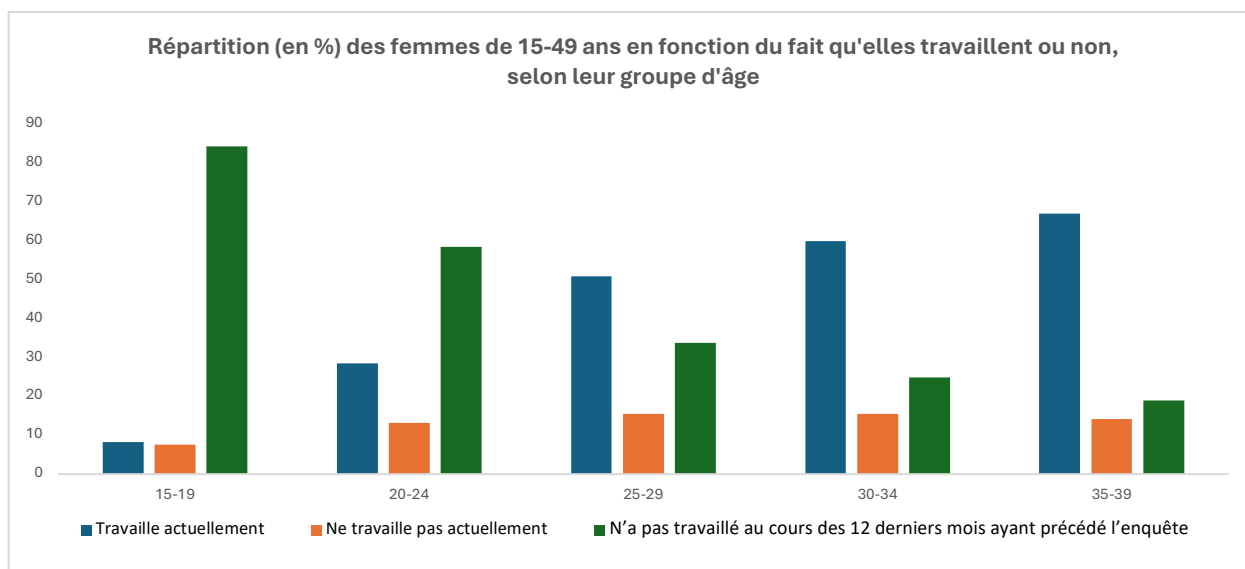


- **Intégration du marché de travail formel ou informel : des trajectoires professionnelles contraintes**

Dans le contexte socioéconomique haïtien actuel, l'insertion professionnelle des jeunes demeure un défi majeur pour le développement du pays. Les données récentes révèlent des disparités significatives selon le genre et l'âge, ainsi qu'une forte prévalence du secteur informel, créant un environnement où les parcours professionnels sont souvent contraints par des facteurs structurels.

Disparités de genre dans l'accès à l'emploi

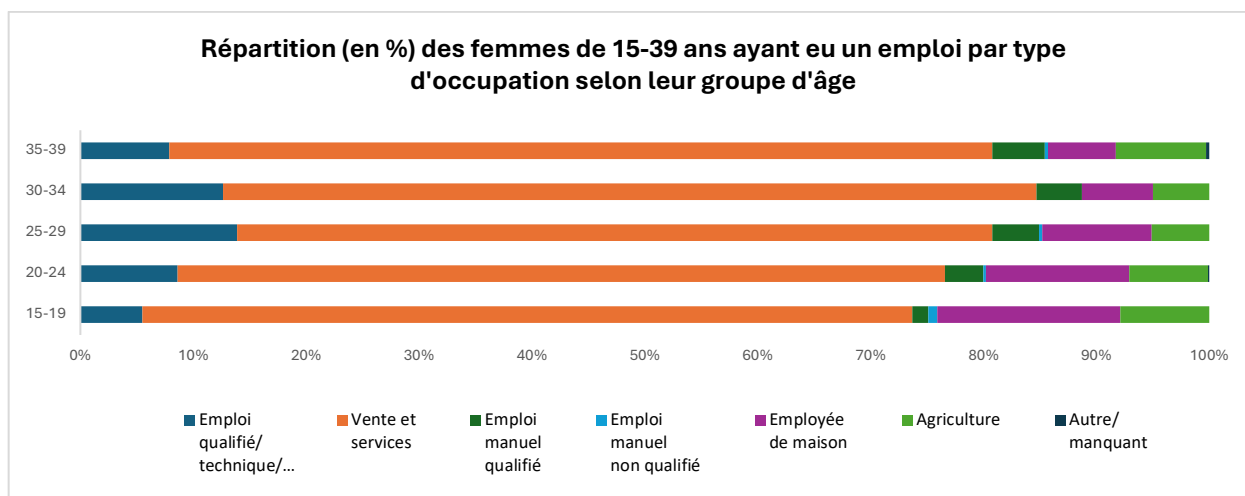
Les données de l'EMMUS-VI 2016-2017 mettent en évidence un écart considérable entre hommes et femmes concernant l'accès au marché du travail. Moins de 30 % des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans occupent un emploi, tandis que ce taux atteint environ 50 % pour celles âgées de 25 à 29 ans.



Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Cette sous-représentation des femmes dans la population active constitue un potentiel inexploité pour l'économie haïtienne. Les données démontrent qu'une proportion significative de jeunes femmes en âge de travailler ne participent pas au marché du travail formel, représentant ainsi un capital humain important qui pourrait être mobilisé au service du développement économique et social du pays.

Lorsqu'elles parviennent à s'insérer sur le marché du travail, les femmes se concentrent principalement dans des secteurs spécifiques. En effet, la majorité des femmes ayant un emploi travaillent dans la vente et les services.

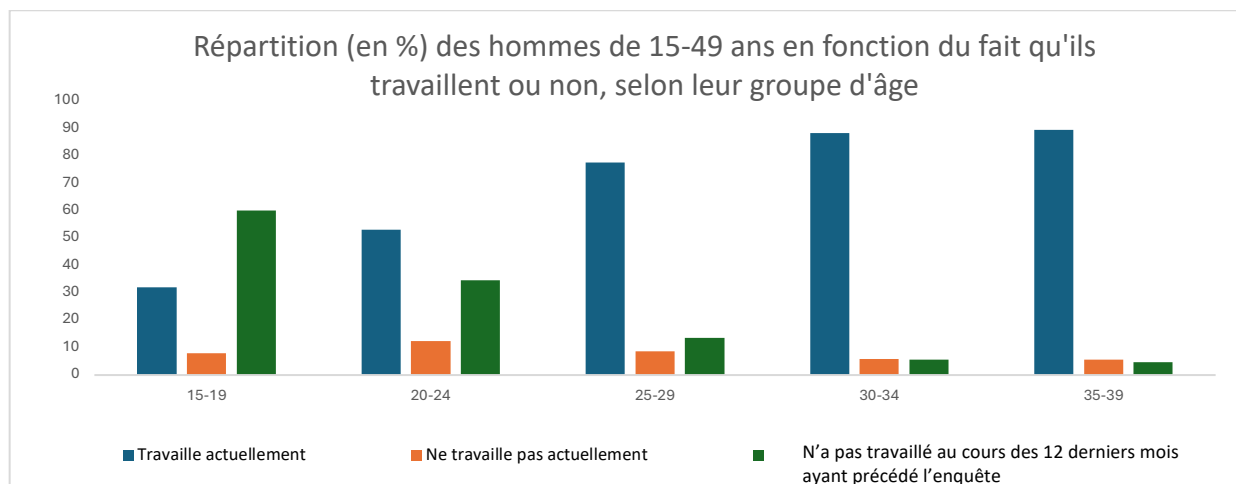


Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Cette concentration sectorielle reflète souvent des contraintes socioculturelles et des stéréotypes de genre qui limitent l'accès des femmes à certains secteurs d'activité plus rémunérateurs ou socialement valorisés.

Situation de l'emploi des jeunes hommes

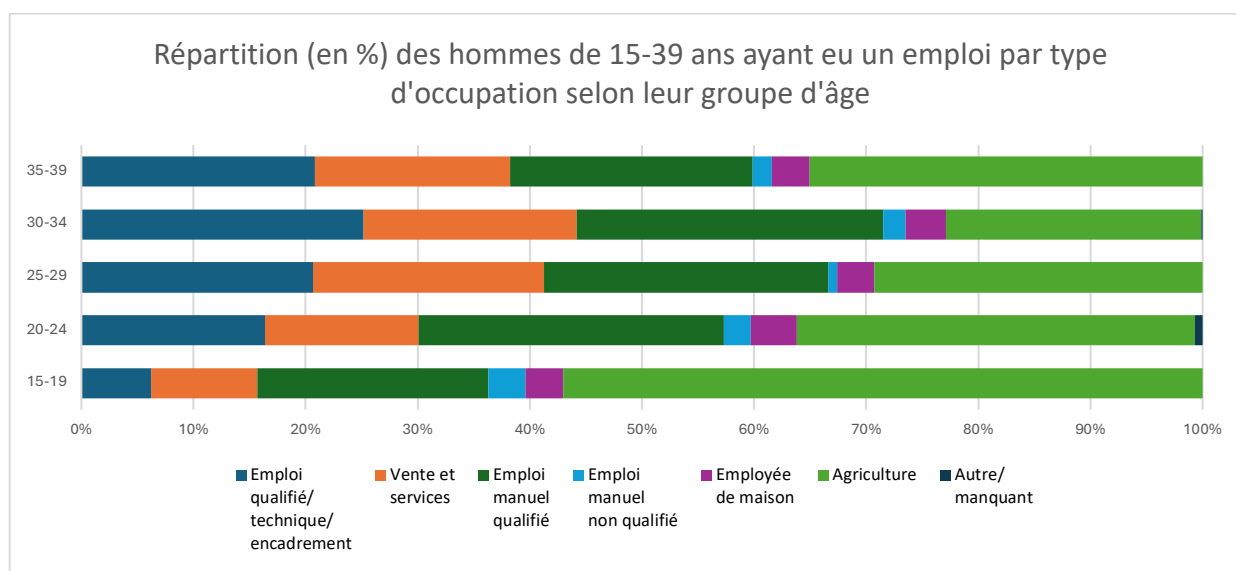
Les jeunes hommes présentent des taux d'activité professionnelle plus élevés que leurs homologues féminines. Environ 53 % des hommes de 20 à 24 ans sont intégrés au marché du travail, et ce taux grimpe à plus de 75 % pour la tranche d'âge 25-29 ans.



Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Malgré ces taux d'activité plus élevés, une proportion non négligeable de jeunes hommes demeure sans emploi, constituant également un potentiel de développement sous-exploité qui nécessite des politiques ciblées d'insertion professionnelle.

Contrairement aux femmes, les hommes sont principalement engagés dans le secteur agricole, avec une tendance à la diversification professionnelle au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. Environ 57 % des jeunes hommes de 15 à 19 ans exercent une activité agricole, contre 35 % pour les 20-24 ans, 29 % pour les 25-29 ans et 23 % pour les 30-34 ans.

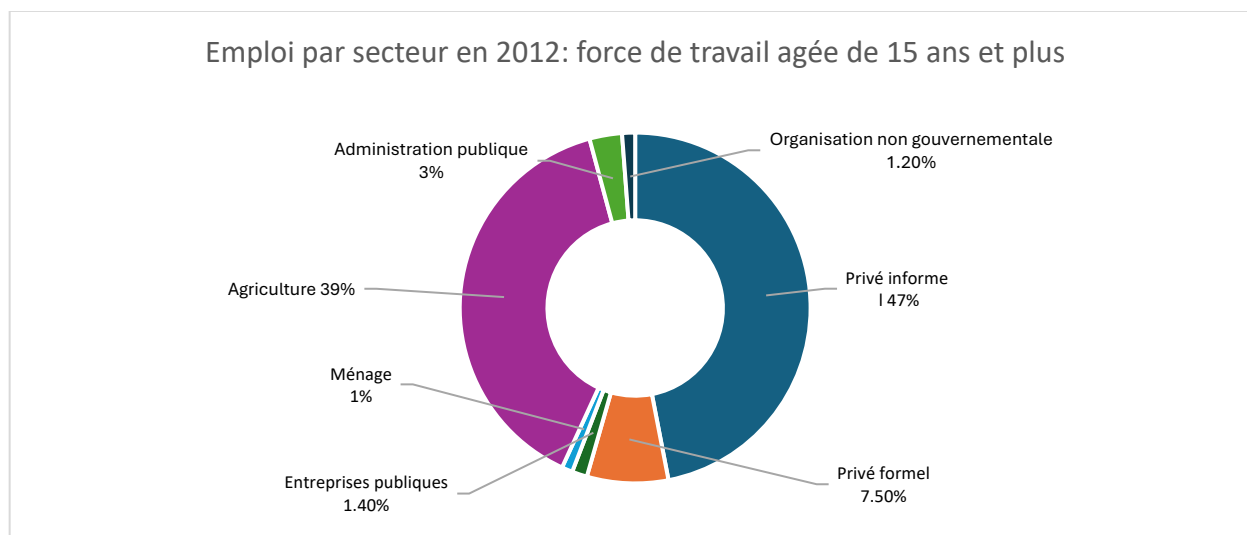


Source : EMMUS-VI Haïti 2016-2017

Cette évolution traduit une transition progressive du secteur primaire vers d'autres secteurs d'activité avec l'âge, probablement liée à l'acquisition d'expérience, de compétences et à l'exode rural.

La prédominance du secteur informel

L'insertion professionnelle des jeunes en Haïti s'inscrit dans un contexte de forte prédominance du secteur informel. Selon les données de la Banque mondiale (2015), en 2012, la grande majorité des actifs travaillait soit dans le secteur agricole, soit dans le secteur informel non-agricole.



Source : Banque Mondiale, 2015

Les estimations les plus récentes de l'OIT (2025) confirment que 91 % des travailleurs haïtiens évoluent dans l'économie informelle plaçant Haïti au sommet de l'informalité dans les Caraïbes, une région où trois travailleurs sur quatre opèrent déjà hors des cadres formels. Ce chiffre corrobore et aggrave les tendances documentées avant la crise sécuritaire : la contraction économique sur six années consécutives (2019-2024) a renforcé le repli vers des activités informelles de survie, au détriment de toute formalisation. Cette structure du marché du travail constitue un obstacle majeur à l'accès des jeunes à des emplois décents, stables et correctement rémunérés.

● Le contexte du marché du travail haïtien : défis structurels et résilience juvénile

Comprendre le paradoxe d'une jeunesse résiliente et innovante face à un marché du travail haïtien structurellement défavorisant est essentiel. Les facteurs suivants décrivent les défis profonds qui, loin de simplement créer des "trajectoires contraintes", agissent comme des catalyseurs, poussant les jeunes à développer des stratégies d'adaptation, à contourner les systèmes défaillants et à forger leurs propres chemins. Ces dynamiques s'articulent autour de plusieurs facteurs clés :

- Un système de formation dépassé, stimulant l'auto-apprentissage et l'acquisition de compétences nouvelles : Le désalignement massif entre le système éducatif traditionnel et les réalités du marché, couplé à l'accès très limité à une formation professionnelle pertinente (moins de 10% des jeunes formellement selon les estimations), crée un "écart de compétences" notable par rapport aux besoins classiques. Cependant, en réponse directe à cette lacune, une dynamique d'auto-apprentissage et de recherche de compétences alternatives, en particulier dans les domaines numériques, se développe activement. Des initiatives (comme celles évoquées dans la préface) et des réseaux informels pallient le manque de formation structurée, permettant l'émergence d'un vivier de talents mieux outillés pour le 21^{ème} siècle que ne le suggère le système

formel. L'inadéquation des compétences formelles met ainsi en lumière la capacité des jeunes à construire leurs propres parcours de développement de savoir-faire.

- Faiblesse des appuis institutionnels, renforçant l'autonomie et les réseaux parallèles : L'absence quasi totale de structures classiques d'orientation, de placement ou de passerelles organisées entre formation et emploi (apprentissage en entreprise, etc.) prive les jeunes des leviers d'insertion traditionnels. Loin d'être paralysés, ils s'appuient massivement sur leurs réseaux informels, familiaux et sociaux, et développent des mécanismes d'information et de connexion autonomes, souvent facilités par les outils digitaux. Cette situation met en lumière une résilience et une capacité à construire un écosystème de soutien parallèle en dehors des institutions défaillantes, démontrant leur agilité et leur détermination.
- Un secteur agricole à réinventer, fertile pour l'innovation juvénile : Le fonctionnement majoritairement de subsistance du secteur agricole, marqué par une faible productivité et une forte vulnérabilité aux aléas climatiques, offre des perspectives économiques très limitées et pousse de nombreux jeunes ruraux vers l'exode ou la précarité. Pourtant, ce secteur n'est pas un cul-de-sac, mais un immense potentiel de transformation. La jeunesse rurale fait preuve d'ingéniosité pour explorer de nouvelles pratiques, utiliser la technologie (accès à l'information sur les prix, techniques culturales) et structurer de nouvelles formes de coopération, préfigurant une agriculture plus productive et attractive, comme l'illustrent les tentatives de coopératives "high-tech" et d'intégration du numérique évoquées dans la préface.
- L'entrepreneuriat par nécessité : un levier d'innovation né des contraintes : Face à la rareté des emplois salariés formels, l'auto-emploi ou la création de très petites activités devient souvent une nécessité pour les jeunes. Bien que ces initiatives soient souvent précaires, de faible potentiel de croissance immédiat et opérant sur des marchés souvent saturés avec un accès limité au financement et à l'accompagnement formel, elles sont le terreau d'une résilience et d'une agilité remarquables. Loin de se limiter à la simple survie, ces jeunes entrepreneurs, forts de leur maîtrise des outils numériques, explorent des modèles innovants. Ils contournent les infrastructures défaillantes et posent les bases d'un "entrepreneuriat d'opportunité" qui, bien que né de la contrainte, peut redessiner des secteurs entiers (comme mentionné dans la préface pour la fintech, l'énergie, l'éducation), démontrant que l'ingéniosité née de la nécessité peut être un puissant moteur de développement.

Bilan analytique : En somme, l'analyse du contexte structurel du marché du travail révèle moins des "trajectoires contraintes" irrévocables qu'un terrain complexe où la résilience, l'innovation et l'agilité des jeunes s'expriment pleinement pour contourner les défaillances systémiques. Les défis documentés (formation inadaptée, faible appui institutionnel, prédominance de l'informel) agissent paradoxalement comme des catalyseurs de stratégies d'adaptation autonomes.

Précarité : la réalité à surmonter, un potentiel en quête de levée

La forte proportion de jeunes dans l'économie informelle (plus de 80%) entraîne des conséquences directes et lourdes en termes d'absence de protection sociale formelle (maladie, retraite, accidents) et d'instabilité des revenus, maintenant beaucoup dans un cycle de précarité. Les conditions de travail peuvent être difficiles et les perspectives d'évolution professionnelle dans le cadre informel sont limitées sans soutien structuré.

Cependant, cette réalité de la précarité est aussi le contexte dans lequel la jeunesse développe activement une "économie parallèle innovante", comme le souligne la préface, créant ses propres mécanismes de survie, de solidarité et d'accumulation. Loin d'être passivement victimes, ils construisent, dans les interstices du système formel, des dynamiques économiques et sociales qui, bien que fragiles, portent les germes d'un développement différent. Cette situation représente un défi majeur pour le développement national classique (limitation de la base fiscale, difficulté à financer les services publics). Mais elle met surtout en lumière l'existence d'un capital humain exceptionnel et d'une capacité d'innovation qui, si elle était pleinement reconnue et soutenue, constituerait le levier le plus puissant pour dépasser ces contraintes. L'exode des jeunes talents qualifiés est une perte indéniable, mais l'engagement croissant d'une diaspora jeune, investissant et soutenant des initiatives locales, montre que ce

potentiel n'est pas définitivement perdu et peut être mobilisé différemment, contribuant à la construction d'une résilience économique depuis la base.

En somme, cette analyse du contexte structurel difficile révèle moins des "trajectoires contraintes" irrévocables qu'un terrain complexe où la résilience, l'innovation et l'agilité des jeunes s'expriment pleinement. Comprendre ces mécanismes d'adaptation est la première étape pour identifier comment catalyser ce potentiel et le transformer en une force de développement durable pour Haïti.

2.4 Environnement des affaires et accès au financement



Le dynamisme et l'ingéniosité dont témoigne la jeunesse haïtienne dans son désir d'entreprendre se heurtent frontalement à un environnement des affaires structurellement défavorisant et à des mécanismes d'accès au financement largement inadaptés. Ces obstacles cumulés constituent un "labyrinthe" qui, loin de décourager totalement, pousse paradoxalement à l'innovation de contournement, tout en limitant sévèrement la formalisation et le potentiel de croissance des initiatives les plus prometteuses.

L'une des premières barrières se dresse dès l'étape de la création : le processus d'enregistrement des entreprises s'avère fastidieux et lent, demandant environ 15 jours pour une société de personnes mais pouvant s'étirer à plus de 110 jours pour une société anonyme (BM, 2020). Ces délais, dignes d'un autre siècle, sont déconnectés de la rapidité requise dans l'économie moderne et particulièrement pénalisants pour les jeunes startups cherchant à saisir rapidement une opportunité de marché. S'ajoutent à cela un manque persistant de transparence et un accès limité à l'information fiable (Transparency International, 2022), créant un climat propice à l'arbitraire et rendant la navigation particulièrement difficile pour les jeunes entrepreneurs moins connectés aux réseaux traditionnels. L'instabilité institutionnelle chronique (PNUD, 2022) exacerbe cette incertitude, décourageant l'investissement et la planification à moyen ou long terme. Le tableau macro-économique de 2025 est sans équivoque : selon le Poverty & Equity Brief de la Banque Mondiale (avril 2025), l'économie haïtienne a connu six années consécutives de contraction entre 2019 et 2024.

-12,3 %

PIB par habitant vs
niveau de 2012

37,6 %

Taux de pauvreté projeté
en 2025 (< \$2,15/jour)

29,7 %

Inflation générale,
janvier 2025

36,7 %

Inflation alimentaire,
janvier 2025

Le PIB par habitant est désormais 12,3 % inférieur à son niveau de 2012, effaçant plus d'une décennie de gains. Le taux de pauvreté à 2,15 dollars par jour est projeté à 37,6 % en 2025. L'inflation générale a bondi de 20,9 % en janvier 2024 à 29,7 % en janvier 2025, avec une inflation alimentaire atteignant 36,7 %, un choc direct sur le pouvoir d'achat des jeunes

entrepreneurs et des ménages. C'est dans ce contexte de compression généralisée que la résilience entrepreneuriale de la jeunesse documentée dans ce rapport prend toute sa dimension : innover dans l'adversité n'est plus une métaphore, c'est une nécessité structurelle.

De surcroît, l'économie tend à une forte concentration (Singh & Barton-Dock, 2016), limitant la concurrence réelle et rendant l'entrée difficile pour les nouveaux acteurs, obligeant souvent les jeunes innovateurs à opérer dans des niches ou à créer des marchés entièrement nouveaux.

L'administration publique, dont le rôle devrait être celui d'un facilitateur, peine structurellement à remplir cette mission (OMRH, 2014). Centralisée, manquant de ressources et de vision orientée "service public" (Chéry, 2005), elle offre un accompagnement insuffisant aux entrepreneurs. Son cloisonnement (OMRH, 2018) et une déconnexion avec les réalités locales (Providence, 2018) l'empêchent de favoriser l'émergence d'écosystèmes entrepreneuriaux dynamiques ancrés territorialement, essentiels pour soutenir les initiatives de base et la "résilience créative" observée localement.

Le volet financier représente peut-être le défi le plus aigu. L'accès au crédit formel est extrêmement limité, en particulier pour les PME. Les institutions financières locales sont réticentes (Banque mondiale, 2023), invoquant des risques élevés et l'absence de garanties suffisantes, souvent inaccessibles pour les jeunes entrepreneurs qui ne possèdent pas d'actifs tangibles. Le coût du crédit, lorsqu'il est disponible, reste prohibitif. Mais au-delà de ces difficultés, c'est l'absence criante de mécanismes de financement alternatifs adaptés aux spécificités de l'entrepreneuriat jeune et innovant qui constitue une lacune majeure (PNUD, 2020). Là où d'autres écosystèmes développent le capital-risque, les réseaux de business angels, le financement participatif adapté au contexte local, ou les fonds de garantie dédiés aux startups, Haïti reste largement dépourvue, poussant les jeunes à s'appuyer massivement sur l'autofinancement, les fonds familiaux ou les mécanismes informels comme les "tontines".

Cette situation est particulièrement préjudiciable pour les jeunes issus du secteur informel – rappelons que plus de 80% des jeunes de 15 à 29 ans y évoluent, qui, par définition, manquent d'historique de crédit formel et sont d'emblée exclus du système bancaire traditionnel. Il est frappant de constater que le potentiel d'innovation de cette large majorité n'est pas reconnu par le système financier classique. Le manque de mécanismes d'assurance (MCI, 2013) ajoute par ailleurs un niveau de risque que peu d'entrepreneurs peuvent se permettre d'absorber dans un contexte déjà incertain.

« J'ai commencé sans argent, sans téléphone. J'avais la confiance en moi, et rien d'autre. Vous pouvez commencer avec une idée. Au début, ce ne sera pas facile, mais on commence comme ça. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Cependant, c'est précisément face à ces barrières que l'ingéniosité juvénile se manifeste le plus. Le potentiel du digital, par exemple, offre des pistes pour contourner le système traditionnel. L'ubiquité de la téléphonie mobile et des solutions de mobile money ouvre la voie à des initiatives de fintech locales, potentiellement capables de proposer des solutions de crédit basées sur des données alternatives, de faciliter l'accès à des plateformes de crowdfunding (locales ou s'appuyant sur la diaspora), ou de créer des historiques financiers alternatifs. La diaspora elle-même, souvent source de financement informel pour les jeunes, représente un capital potentiel énorme qui nécessiterait des mécanismes formels pour être pleinement canalisé vers l'investissement productif dans les startups locales.

Ces analyses mettant en évidence les défis structurels du marché du travail et de l'accès au financement en Haïti confirment qu'ils créent un contexte de précarité indéniable pour les jeunes entrepreneurs. Cependant, elles soulignent également que ce même contexte agit comme un terrain fertile sur lequel la jeunesse déploie des stratégies d'adaptation et d'innovation remarquables. Le véritable enjeu stratégique qui découle de cette analyse n'est donc pas seulement de documenter ces obstacles, mais surtout de concevoir et de mettre en œuvre des réformes ciblées. Ces interventions devraient viser la modernisation de l'administration, la stimulation d'un secteur financier plus inclusif, et l'exploration active des potentiels offerts par le digital et la diaspora. Une telle approche permettrait de transformer ces contraintes en catalyseurs, favorisant ainsi la formalisation et la croissance de l'énergie entrepreneuriale de la jeunesse, moteur potentiel d'une transformation économique durable pour le pays.

2.5

L'entrepreneuriat jeunesse, l'innovation et la résilience en Haïti



- De 2010 à 2025 : l'intérêt croissant pour l'entrepreneuriat jeunesse en Haïti

La période 2010-2025 est marquée par toute une effervescence entrepreneuriale en Haïti. Suite au séisme dévastateur qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010, beaucoup ont compris que l'aide internationale à elle seule ne peut pas aider à reconstruire le pays et qu'une reconstruction durable passera par la création d'entreprises capables de créer des emplois et d'offrir des opportunités aux Haïtiens. C'est dans ce contexte que tout un ensemble d'initiatives privées ou publiques ou venant d'organisations internationales en soutien à l'entrepreneuriat ont vu le jour. Autour des années 2010 et 2011, la Fondation Etre Ayisyen fondée a été un acteur important de l'écosystème entrepreneurial. Ses activités dont formations et séminaires ont drainé des milliers de jeunes. En 2012, le Centre d'Entrepreneurship et de Leadership en Haïti (CEDEL HAITI) a vu le jour. Cette institution s'est positionnée en acteur important réalisant tout un ensemble d'activités et d'événements visant à stimuler le développement de l'entrepreneuriat haïtien en milieux jeunes. Au cours de ses 13 ans d'existence, CEDEL HAITI a pu toucher plus de 17 000 jeunes, à travers ses événements, formations ou services d'accompagnement. Le Centre Haïtien de Leadership et d'excellence (CLE) a démarré, dans la même veine, ses activités en 2011. Dans un premier temps, CLE mettait surtout l'accent sur des formations en leadership. Ils ont pivoté un peu pour orienter leurs programmes davantage vers l'entrepreneuriat. A travers ses programmes tels ANGAGE, CLE a touché des milliers de jeunes. Le Centre d'Entrepreneuriat et d'Innovation (CEI), une structure mise en œuvre par l'Université Quisqueya et spécialisée en formation entrepreneuriale, a aussi marqué cette période. Ce centre a formé des centaines d'entrepreneurs au cours de ses trois (3) ans de fonctionnement.

De son côté, le secteur public n'était pas en reste. Plusieurs programmes ont été mis œuvre par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) en support à l'entrepreneuriat. Citons le Programme de support aux micro-entreprises (PSME), le Centre de Développement de l'entreprise et de l'entrepreneuriat (CDEE), le Programme d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse (PAPEJ). La plupart de ces programmes ont bénéficié du support financier de la Banque interaméricaine de développement. Le gouvernement haïtien vient de relancer au cours de l'année 2025 le programme PAPEJ. Par ailleurs, le gouvernement haïtien avait pris l'initiative de lancer aussi en 2017 l'incubateur d'entreprises Alpha, un projet qui s'est arrêté en cours de route.

Le gouvernement haïtien inclut l'entrepreneuriat jeunesse parmi les priorités à prendre en considération dans le budget rectificatif 2024-2025. Le gouvernement entend supporter la recapitalisation des entreprises. Il prévoit aussi d'exécuter un programme d'insertion des jeunes à l'emploi, avec notamment des stages dans les entreprises. Des provisions sont prévues dans le budget de la République pour supporter notamment le programme.

L'année 2018 est aussi celle de la création de BANJ, nouvel acteur important de l'écosystème entrepreneurial. BANJ fonctionne suivant le modèle de co-working space (espace de travail partagé) et servait d'espace ayant accueilli régulièrement des activités entrepreneuriales. Selon une étude de cas produite sur BANJ par la Banque interaméricaine de développement (BID), cette institution d'appui à l'entrepreneuriat a desservi plus de 3000 entrepreneurs, notamment des jeunes, depuis sa création en 2018.

Il faut souligner aussi le travail remarquable qu'a réalisé la structure Impact Hub Port-au-Prince. Impact Hub est un réseau mondial d'espaces pour entrepreneurs. Impact Hub Port-au-Prince accueillait surtout des jeunes à bas revenus, en phase de démarrage avec leurs projets d'entreprise. Impact Hub Port-au-Prince a réalisé pendant plusieurs années l'événement « Port-au-Prince Startup Week » où ils ont travaillé en partenariat avec d'autres acteurs de l'écosystème entrepreneurial, pour offrir une expérience d'immersion en entrepreneuriat aux jeunes intéressés à démarrer une entreprise.

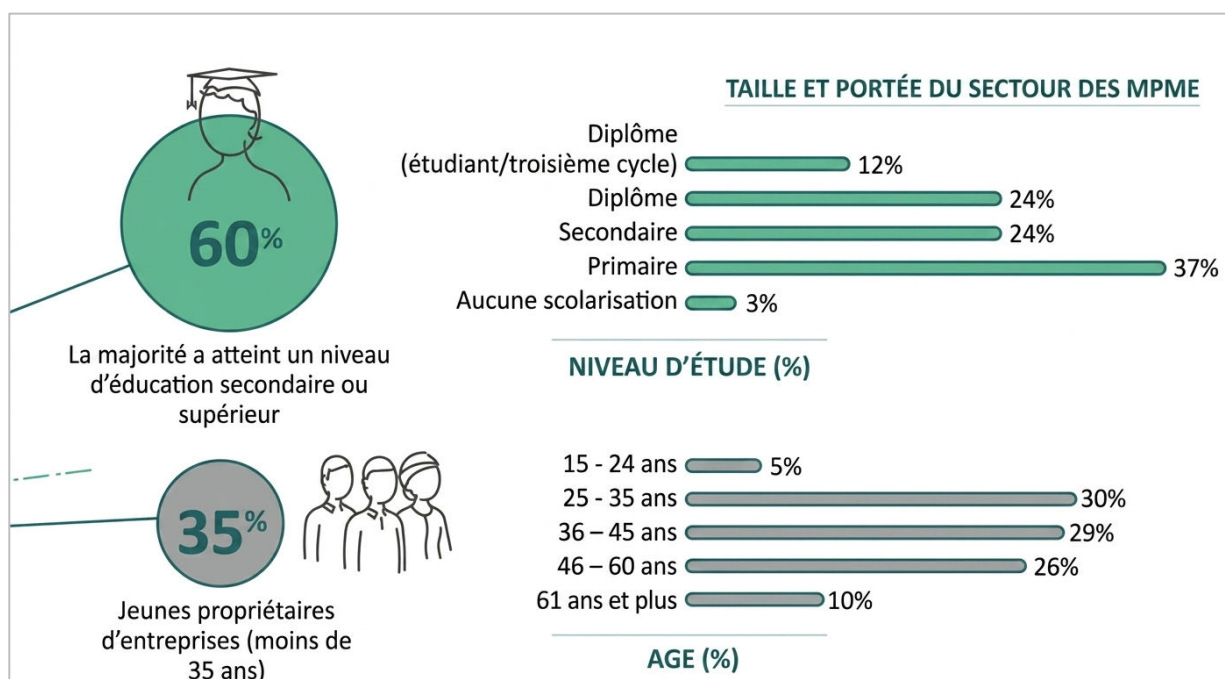
Il est à noter aussi la grande implication de la Banque de la République d'Haïti (BRH) dans la promotion entrepreneuriale au cours de ces dernières années. Après avoir élaboré une Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), la Banque centrale a amorcé en 2020 tout un programme d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse. Suite à un concours de concepts d'affaires réalisé en cette même année, où plus de 1700 projets ont été soumis, la BRH, avec l'appui de ses partenaires, a sélectionné plus d'une centaine de jeunes entrepreneurs de moins de 35 ans, qui ont pu bénéficier de formation appropriée pour se lancer en affaires. Ces jeunes entrepreneurs ont reçu aussi de l'accompagnement technique, un appui à la formalisation de leur entreprise et ont pu bénéficier d'un financement au démarrage, allant parfois jusqu'à 5000 dollars américains.

● L'élan entrepreneurial juvénile face à l'adversité : une force active malgré le contexte

En dépit d'un contexte marqué par des crises récurrentes et des défis structurels profonds, la jeunesse haïtienne se révèle être une force motrice indéniable de l'activité entrepreneuriale. Loin de subir passivement un environnement contraignant, elle s'engage activement dans la création de valeur et la construction de son propre avenir économique. Les données récentes de l'enquête Finscope PME 2023 en témoignent de manière éloquent : les jeunes de moins de 35 ans détiennent déjà une part significative du tissu entrepreneurial, étant propriétaires de 35 % de l'ensemble des entreprises du pays. Cette dynamique est particulièrement visible dans la tranche d'âge 25-35 ans, qui représente à elle seule 30 % de tous les propriétaires d'entreprises. Cela souligne une propension marquée de la jeunesse à prendre son destin en main et à initier des activités économiques répondant à ses propres objectifs et aux besoins immédiats du marché.

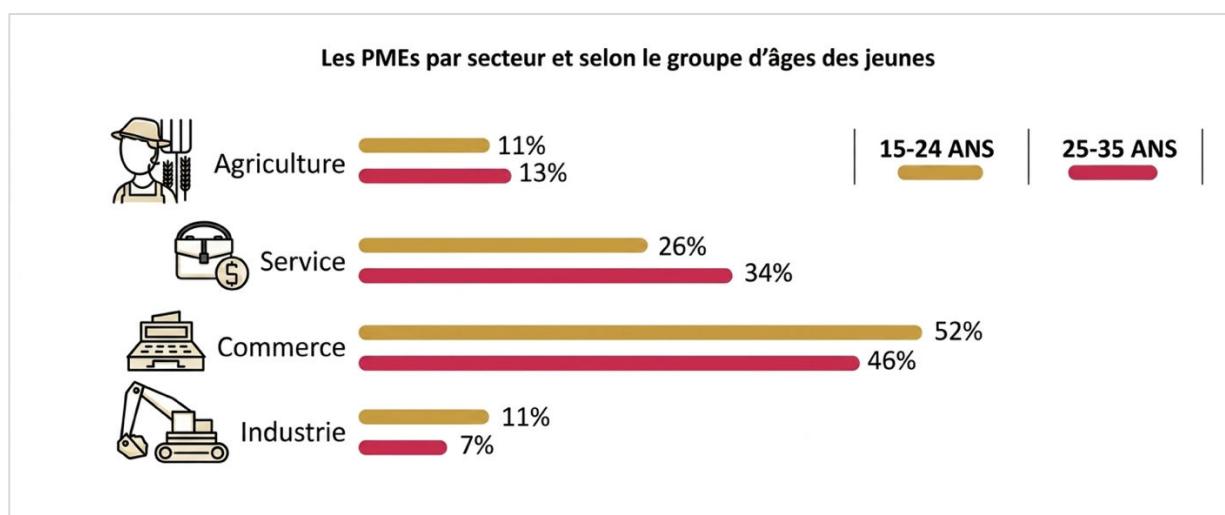
35 % des entreprises : propriétaires < 35 ans	9–11 % des jeunes entreprises formellement enregistrées	16–17 % taux de bancarisation des jeunes entreprises
--	---	--

Source : Finscope PME, 2023



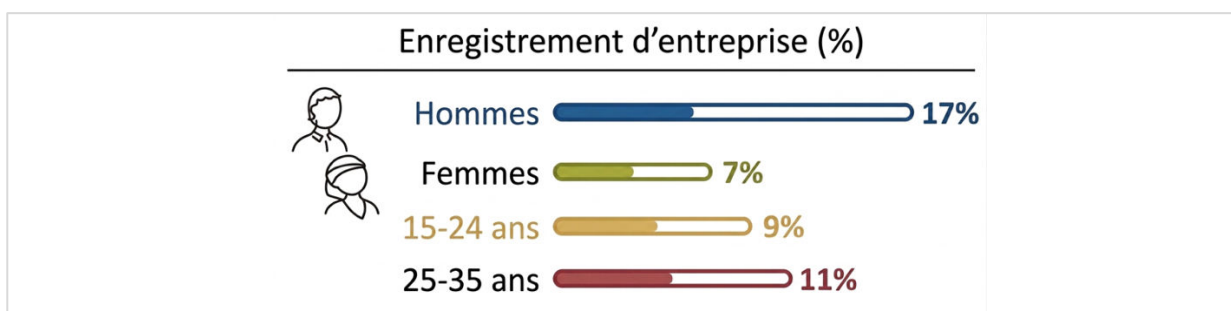
Source : Finscope PME, 2023

L'analyse sectorielle de ces entreprises juvéniles, toujours selon Finscope PME 2023, révèle une concentration attendue dans des domaines à barrière d'entrée relativement basse. Le commerce attire la majorité écrasante des jeunes entrepreneurs : 52 % chez les 25-35 ans et 46 % chez les 15-24 ans. Le secteur des services vient ensuite, engageant 26 % des jeunes dans les deux tranches d'âge. Si cette prédominance du commerce et des services de proximité témoigne d'une adaptation pragmatique aux réalités du marché et d'une recherche de subsistance ou d'autosuffisance face au manque d'emplois salariés, elle ne doit pas occulter l'émergence d'initiatives innovantes qui, bien que souvent informelles au départ, explorent de nouvelles manières de faire du commerce ou d'offrir des services, notamment en s'appuyant sur les outils numériques.

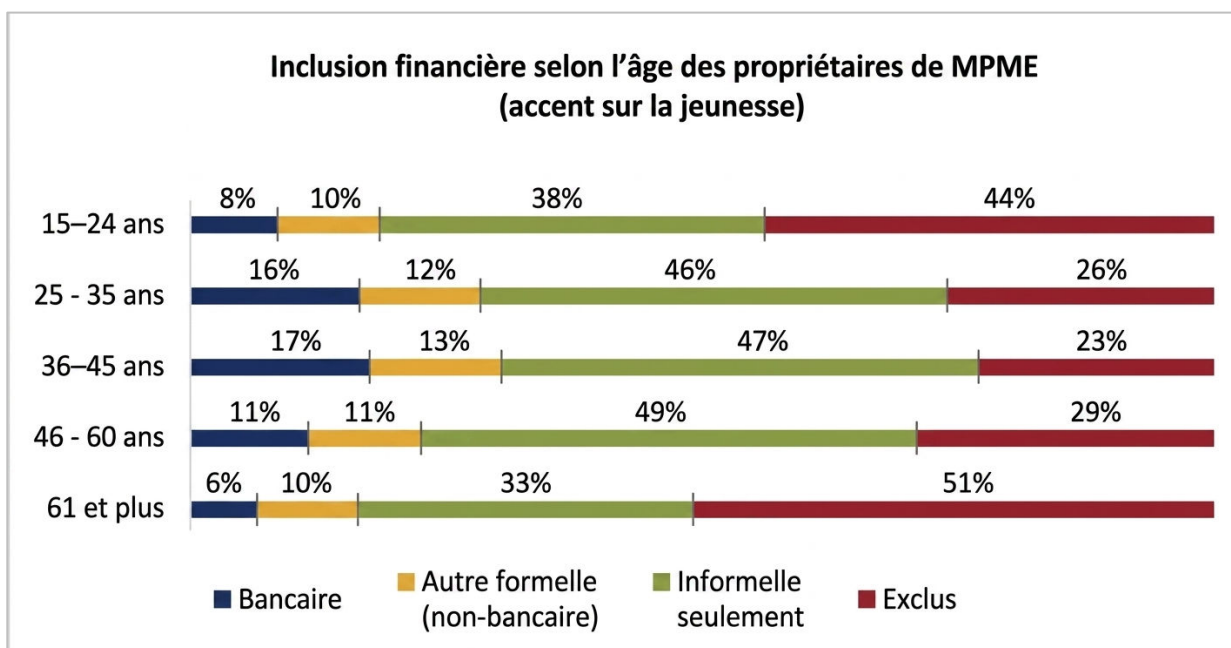


Source : Finscope PME, 2023

Le principal défi révélé par ces données réside dans l'ancrage massif de cette vitalité entrepreneuriale en dehors des cadres formels et du système financier classique. Les chiffres de Finscope PME 2023 sont sans appel : seules 9 % des entreprises détenues par les 15-24 ans et 11 % de celles des 25-35 ans sont formellement enregistrées. Corrélativement, le taux de bancarisation de ces entreprises ne dépasse guère 16 à 17 % pour les deux groupes d'âge. Cette informalité généralisée, bien qu'étant une stratégie de survie et d'adaptation aux complexités administratives et fiscales, limite sévèrement l'accès au financement structuré, aux opportunités de marchés plus larges (publics ou privés formels), à la protection sociale, et à la capacité à attirer des investissements nécessaires pour passer d'une logique de subsistance à une logique de croissance, de création d'emplois décents et d'innovation à grande échelle.



Source : Finscope PME, 2023



Source : Finscope PME, 2023

Ces données soulignent un paradoxe central du marché du travail haïtien : une génération incroyablement active et résiliente dans la création d'activités économiques, mais largement marginalisée par les structures formelles de l'économie et du système financier. Leur capacité à initier et à maintenir des entreprises malgré le contexte difficile (absence d'appui, complexité administrative, manque de financement classique) est un puissant témoignage de leur potentiel entrepreneurial inné. Cependant, cette informalité

prédominante limite la transformation de cette vitalité en un levier de développement national inclusif et durable. Les efforts futurs doivent impérativement viser à construire des ponts efficaces et adaptés entre cette économie juvénile informelle et les opportunités du secteur formel, en facilitant la transition (procédures d'enregistrement simplifiées et incitatives, fiscalité progressive), en développant des mécanismes de financement alternatifs adaptés (microcrédit intelligent, fonds dédiés, plateformes numériques de financement) et en intégrant ces jeunes entrepreneurs dans des écosystèmes de soutien à la croissance, à l'innovation et à la formalisation. Leur activité soutenue, en dépit des crises, prouve que le potentiel est immense et attend d'être pleinement libéré par un environnement plus capacitant.

- **Entrepreneuriat jeunesse : des histoires à succès éloquentes face aux défis**

Après avoir analysé les défis structurels et les complexités de l'environnement des affaires et du marché du travail en Haïti, il est essentiel de mettre en lumière une réalité tout aussi déterminante : celle de l'extraordinaire résilience et de l'esprit d'initiative qui animent la jeunesse haïtienne. Loin de se résigner face aux obstacles, une partie significative de cette génération s'engage activement dans la voie de l'entrepreneuriat, créant des solutions innovantes et bâtissant, pas à pas, un tissu économique différent. Cette section a précisément pour ambition d'illustrer cette vitalité entrepreneuriale par des exemples concrets de réussites, de parcours inspirants et d'initiatives qui cultivent l'esprit d'entreprise dès le plus jeune âge. À travers ces études de cas et la présentation de programmes novateurs, nous observerons comment, malgré un contexte difficile, la jeunesse haïtienne manifeste un potentiel entrepreneurial immense, porteur d'espoir et de transformation pour l'avenir du pays.

BANJ : un pilier de l'écosystème d'appui, symbole de résilience et d'impact

BANJ s'est rapidement imposé comme un acteur central et un pilier essentiel de l'écosystème haïtien d'appui à l'entrepreneuriat, jouant un rôle particulièrement pertinent pour la jeunesse. Créée en 2018 par Marc Alain Boucicault à partir d'une vision audacieuse, l'entreprise a stratégiquement axé son développement sur la construction de partenariats solides. Cette approche collaborative lui a permis de mobiliser les ressources vitales et d'établir les fondations nécessaires à sa pérennité, démontrant une capacité d'adaptation remarquable dans un environnement contraint.

Au fil des années, BANJ a considérablement renforcé ses capacités opérationnelles pour étendre sa portée auprès d'un large public d'entrepreneurs. Son impact se mesure à l'échelle des milliers d'individus touchés et des centaines d'initiatives soutenues. Selon une étude de cas de la Banque Interaméricaine de Développement (BI, 2025), l'organisation a accueilli des milliers de participants lors de ses activités, organisé plus de 500 événements fédérateurs et dispensé une centaine de formations, permettant de former près de 3 000 personnes. L'attractivité de ses programmes est attestée par les quelque 36 000 candidatures reçues. En s'impliquant directement dans le soutien à l'innovation, BANJ a incubé 122 projets concrets et a géré un fonds d'innovation totalisant près d'un demi-million de dollars spécifiquement dédié à l'incubation et l'accélération.

Fait notable et particulièrement pertinent dans le contexte haïtien, BANJ a réussi à maintenir et même à développer ses opérations en dépit du contexte socio-politique compliqué et des crises récurrentes. Cette résilience opérationnelle confirme son positionnement comme un acteur clé et durable, offrant un espace de soutien et d'opportunités indispensable au développement de l'entrepreneuriat, en particulier chez les jeunes.

Mannitòks : innovation fintech et pont entre les systèmes financiers

Le cas de l'entreprise Fintech Mannitòks constitue un exemple éloquent du potentiel d'innovation porté par la jeunesse au sein de l'écosystème entrepreneurial haïtien, en particulier dans le secteur technologique émergent. Mannitòks a développé une plateforme ingénieuse qui répond à un besoin fondamental : faciliter l'accès aux fonds

et optimiser les transferts d'argent pour les utilisateurs. Sa proposition de valeur clé réside dans sa capacité à créer des passerelles fluides entre le système bancaire formel et les portefeuilles d'argent mobile, largement adoptés dans le pays (comme Moncash ou Natcash). Cette fonctionnalité permet notamment aux utilisateurs d'effectuer des transferts directs et efficaces de leurs comptes bancaires vers leurs portefeuilles mobiles, comblant ainsi une lacune importante dans les infrastructures financières traditionnelles.

L'émergence de Mannitòks met également en lumière le rôle catalyseur des initiatives d'appui : l'entreprise a vu le jour et s'est développée initialement dans le cadre du concours Initiative Stéphane Bruno (ISB), avant de procéder à son lancement officiel en 2019. En 2025, Mannitòks a réussi à s'affirmer solidement sur le marché, se positionnant comme un partenaire de choix pour un ensemble d'acteurs cherchant à optimiser leurs transactions financières. Le parcours de Mannitòks illustre de manière très concrète les perspectives qui s'ouvrent aux jeunes entreprises haïtiennes capables d'apporter des solutions technologiques directes et pertinentes aux problèmes réels du quotidien, jouant ainsi un rôle actif dans la promotion de l'inclusion financière par l'innovation.

Pot'iwa Pizza : un modèle de franchise haïtien en expansion nationale et internationale

Pot'iwa Pizza offre un exemple particulièrement pertinent d'entreprise haïtienne ayant réussi à structurer et à mettre à l'échelle son modèle dans le secteur compétitif de la restauration. Fondée à Port-au-Prince en janvier 2015, l'entreprise a rapidement capitalisé sur une stratégie de marché astucieuse. Son succès initial repose sur la popularisation de la pizza par une double approche innovante : l'introduction de variétés intégrant des saveurs typiquement haïtiennes, créant ainsi une proposition unique et localisée, et une politique de prix visant à rendre ce mets accessible à une clientèle aux revenus modestes, élargissant considérablement son marché potentiel.

Fort de cette proposition de valeur validée et de sa popularité croissante, Pot'iwa Pizza a adopté un modèle de développement basé sur la franchise pour accélérer sa croissance. Cette stratégie de mise à l'échelle s'est avérée efficace, permettant une expansion rapide tant sur le plan national – comme en témoigne le succès notable de la franchise établie au Cap-Haïtien, devenue une référence locale en moins de deux ans – qu'à l'international. L'entreprise a ainsi franchi une étape significative en s'implantant aux États-Unis, avec une présence déjà effective à Brooklyn (New York) et l'ouverture imminente d'autres franchises à Boynton Beach (Floride), Philadelphia (Pennsylvanie) et Queens (New York).

Le cas de Pot'iwa Pizza illustre la capacité d'entreprises nées en Haïti à non seulement innover dans l'adaptation de produits globaux aux contextes locaux, mais aussi à maîtriser des modèles de développement structurés comme la franchise pour croître rapidement et, fait remarquable, à réussir leur internationalisation. Ce parcours démontre le potentiel de scalabilité de l'entrepreneuriat haïtien et offre une source d'inspiration significative, notamment pour les jeunes entrepreneurs envisageant des stratégies de croissance ambitieuses.

Initiatives éducatives : cultiver l'esprit d'entreprise dès les bancs de l'école

Le développement d'une culture entrepreneuriale robuste et durable en Haïti repose fondamentalement sur l'éducation et la sensibilisation précoce aux concepts et pratiques entrepreneuriales. C'est pourquoi les initiatives visant à intégrer l'entrepreneuriat dans les cursus scolaires et universitaires prennent une importance stratégique majeure. Ces programmes sont essentiels pour éveiller l'intérêt de la jeunesse, développer les compétences nécessaires et fournir les premières expériences concrètes, bien avant qu'ils n'entrent sur le marché du travail.

Au niveau scolaire, une tendance encourageante se dessine avec plusieurs établissements pionniers qui font de l'éducation entrepreneuriale une priorité de leur programme. Des écoles comme le Collège Catts Pressoir se distinguent en initiant très tôt les élèves à la technologie et à l'entrepreneuriat, comme en témoigne leur événement annuel la "Sciences Expo", une vitrine pour les projets juvéniles. Le Collège de Côte-Plage à Carrefour figure également parmi les institutions accordant une importance croissante à cet enseignement fondamental.

Parallèlement à ces initiatives institutionnelles, des programmes de plus large envergure se structurent. Lancé en 2019 sous la direction de CEDEL HAÏTI, le Programme d'Entrepreneuriat Scolaire (ProgrES) appuie la création et l'animation de clubs entrepreneuriaux encadrés par des mentors et des coaches au sein des établissements scolaires. Le succès du club du Collège Dominique Savio à Pétion-Ville illustre parfaitement l'impact potentiel de ces structures : ses membres mènent des activités entrepreneuriales régulières, participent activement à des concours nationaux (tels que le Diamond Challenge for High School Entrepreneurs) et internationaux, allant même jusqu'à représenter Haïti à l'étranger. Ces exemples concrets soulignent la pertinence et l'urgence d'une généralisation de l'éducation entrepreneuriale en milieu scolaire.

L'impulsion se prolonge et prend une autre dimension au niveau universitaire, crucial pour la formation de futurs entrepreneurs capables de lancer et de structurer des entreprises à potentiel. Le concours international Hult Prize, qui a fortement mobilisé les étudiants en Haïti, a constitué un moteur puissant de cette dynamique. En structurant des phases de compétition internes aux universités, puis inter-universités, pour finalement couronner un champion national représentant le pays sur la scène internationale, ce type d'initiative a joué un rôle significatif pour allumer la "flamme" entrepreneuriale, infuser le goût du risque calculé et fournir une exposition précieuse au monde des affaires à un grand nombre d'étudiants.

Ces diverses initiatives, couvrant l'ensemble du parcours éducatif, représentent des investissements essentiels dans le capital humain entrepreneurial d'Haïti. Elles ne se contentent pas de transmettre des connaissances, mais développent des compétences pratiques, le travail d'équipe, la capacité à résoudre des problèmes et la confiance en soi nécessaires pour entreprendre dans un environnement complexe. Bien que leur impact sur les participants soit déjà visible à travers les succès mentionnés, leur mise à l'échelle et leur institutionnalisation plus large dans le système éducatif constituent des enjeux majeurs pour démultiplier leur effet et libérer pleinement le potentiel entrepreneurial de la jeunesse haïtienne.

Des initiatives technologiques : accélérer l'innovation au cœur de l'entrepreneuriat juvénile

Reconnaissant le potentiel de transformation et de création de valeur du secteur numérique, les dix dernières années ont vu l'émergence et le renforcement d'un ensemble ciblé d'initiatives visant à propulser l'entrepreneuriat technologique au sein de la jeunesse haïtienne. Ces programmes sont fondamentaux pour construire les compétences du 21^{ème} siècle, stimuler l'innovation "par le faire" et jeter les bases d'une économie digitale locale robuste.

Parmi ces initiatives, les hackathons se sont révélés être des catalyseurs efficaces. Ces défis d'innovation intensifs réunissent des développeurs, designers et entrepreneurs sur des périodes courtes (souvent 48 à 72 heures) avec pour objectif de concevoir, prototyper et présenter des solutions logicielles ou matérielles à des problèmes identifiés. Ces compétitions favorisent l'expérimentation rapide, la collaboration interdisciplinaire et ont souvent servi de tremplin pour l'identification de talents et l'émergence embryonnaire de startups technologiques.

Parallèlement, le développement de communautés de développeurs joue un rôle crucial dans la structuration de l'écosystème. L'initiative Facebook Developers Circle, notamment dynamisée par des acteurs clés comme BANJ, en est un exemple pertinent. Elle rassemble régulièrement un grand nombre de professionnels et d'étudiants du numérique, offrant un espace précieux pour l'échange de connaissances techniques, le réseautage et l'exposition de projets et de compétences auprès d'un public plus large. Cette visibilité est essentielle pour connecter les talents avec de potentielles opportunités ou partenaires.

En complément de ces plateformes plus structurées, des initiatives plus grassroots et locales prennent racine, souvent portées par les jeunes eux-mêmes. La création de coding clubs dans diverses localités du pays (comme à Carrefour et Cap-Haïtien) illustre parfaitement cette dynamique. Ces clubs offrent des espaces d'apprentissage autonomes et pratiques où les jeunes peuvent s'initier et développer des compétences fondamentales en

programmation et en développement logiciel, comblant ainsi des lacunes potentielles des structures éducatives formelles et bâtissant une base de talents techniques depuis la base.

Collectivement, ces diverses initiatives, des défis d'innovation ponctuels aux communautés d'apprentissage et de pratique continues, sont vitales pour la maturation de l'écosystème tech haïtien et le renforcement de l'entrepreneuriat juvénile qui en découle. Elles ne se limitent pas à la simple acquisition de compétences techniques, mais créent des plateformes d'incubation informelle, de collaboration et de validation de projets, essentielles pour transformer l'intérêt pour la technologie en projets concrets et potentiellement en entreprises viables, positionnant ainsi la jeunesse haïtienne comme un acteur clé de l'innovation et du développement futur.

L'économie culturelle et créative constitue un levier complémentaire à intégrer dans les stratégies d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse. La musique (kompas, rap kreyòl), les arts visuels, la mode, l'artisanat créatif et le cinéma émergent représentent des secteurs où la jeunesse haïtienne démontre depuis des générations une créativité et une capacité entrepreneuriale remarquables, générant des revenus réels via les plateformes de streaming international, les marchés en ligne et les festivals culturels de la diaspora. Ces activités constituent également des vecteurs puissants de contre-narratif, précisément ce que ce rapport appelle à amplifier.

Des programmes comme *Wi, Ayiti Kapab*, émission télévisée du PNUD Haïti diffusée sur Métropole Télévision et la chaîne YouTube du PNUD, qui invite chaque semaine des jeunes Haïtiens à faire entendre leur voix et à partager leurs initiatives, illustrent concrètement cette dynamique : un entrepreneur culturel de 22 ans qui monétise sa musique sur Spotify ou ses créations sur Etsy est aussi un entrepreneur à part entière, et mérite d'être reconnu comme tel dans les politiques publiques et les programmes d'appui.

Bilan analytique : En somme, l'analyse du contexte structurel du marché du travail révèle moins des "trajectoires contraintes" irrévocables qu'un terrain complexe où la résilience, l'innovation et l'agilité des jeunes s'expriment pleinement pour contourner les défaillances systémiques. Les défis documentés (formation inadaptée, faible appui institutionnel, prédominance de l'informel) agissent paradoxalement comme des catalyseurs de stratégies d'adaptation autonomes.

2.6

La diaspora : un levier essentiel pour l'écosystème entrepreneurial

Le rôle de la diaspora haïtienne dans le soutien et l'impulsion de l'entrepreneuriat, en particulier celui de la jeunesse, constitue un facteur critique et souvent sous-estimé dans l'équation du développement. La diaspora ne se limite pas à l'envoi de remises familiales ; elle représente un réservoir immense de capital humain, de compétences techniques et managériales, de réseaux internationaux et de potentiel financier, autant d'actifs inestimables qui peuvent servir de catalyseurs pour un écosystème entrepreneurial local en construction. Cet apport se manifeste de diverses manières, notamment par le retour d'entrepreneurs formés à l'étranger et par l'engagement d'acteurs de la diaspora dans la structuration d'initiatives d'appui.



Le retour actif : entreprises innovantes fondées par la diaspora

Suite au séisme dévastateur de 2010, un mouvement notable d'Haïtiens de la diaspora a choisi de faire le chemin inverse, revenant en Haïti avec la ferme intention de créer des entreprises et de contribuer activement à la reconstruction et au développement. Ces individus, souvent des jeunes femmes et hommes brillants, dotés d'une excellente formation académique et d'expériences professionnelles significatives à l'étranger, ont apporté avec eux non seulement des idées nouvelles, mais aussi des standards de gestion, une compréhension des marchés internationaux et un réseau précieux. Leur choix d'entreprendre en Haïti, malgré les défis, témoigne d'une vision et d'un engagement profond.

De nombreux exemples illustrent ce phénomène à travers divers secteurs. Dans l'agribusiness et la transformation, des figures comme Corinne Joachim avec « Les Chocolats Askanya », ou Régine Théodat fondatrice de Miyabèl, montrent comment l'expertise globale peut valoriser les produits locaux et les positionner sur de nouveaux marchés. Le secteur technologique bénéficie également de ce retour, avec des entrepreneurs comme Patrick Dessources et Philippe Saintcy, co-fondateurs de CASELI. Dans d'autres domaines vitaux, on trouve des initiatives comme celle de Guelmana Rochelin, formée à Harvard University et fondatrice de ManaWorks, première marque haïtienne de céréales en portions individuelles, lancée en 2014 pour répondre aux besoins des consommateurs à faibles revenus, ou Kathleen Jeanty qui a lancé le restaurant spécialisé en plats de fruits de mer "Madan Bèlfwi". Par ailleurs, l'apport de la diaspora se manifeste aussi dans l'entrepreneuriat social et le développement communautaire, illustré par des parcours comme ceux de Dave Fils-Aimé avec Baskèbòl pou Ankadre Lajènès, ou Nedgine Paul fondatrice de Anseye pou Ayiti. Ces entrepreneurs rapatriés ne se contentent pas de créer des emplois ; ils introduisent de nouvelles pratiques, forment le talent local et constituent des modèles inspirants pour la jeunesse haïtienne.

La diaspora comme catalyseur de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat

L'engagement de la diaspora ne se limite pas à l'établissement d'entreprises sur place ; il joue également un rôle crucial, souvent depuis l'étranger, dans le renforcement de l'écosystème global d'appui à l'entrepreneuriat en Haïti, bénéficiant directement à la jeunesse. La période 2010-2025 a vu l'émergence d'initiatives portées par la diaspora visant à connecter, former et financer les entrepreneurs locaux.

Des événements majeurs comme le Haiti Tech Summit, organisé annuellement depuis 2017, en sont un exemple phare. Initié par des acteurs de la diaspora, ce sommet a réussi à attirer en Haïti des centaines de participants internationaux et des figures de proue de la technologie mondiale, tel que le co-fondateur de Twitter, Jack Dorsey. Ces plateformes créent des opportunités sans précédent de mise en réseau, de transfert de connaissances et d'exposition pour les entrepreneurs haïtiens, en particulier ceux du secteur technologique. Parallèlement, des réseaux de soutien plus ciblés ont vu le jour, comme la "She Builds Global Initiative", portée par une jeune femme de la diaspora. Cette initiative vise spécifiquement à connecter les femmes leaders et entrepreneurs en Haïti et dans la diaspora, favorisant le mentorat, le partage d'expériences et la création d'un levier collectif.

Les organisations professionnelles de la diaspora jouent également un rôle significatif. La National Alliance for the Advancement of Haitian Professionals (NAAHP), par exemple, organise des conférences annuelles qui servent de plateforme de connexion entre les professionnels haïtiens à travers le monde. Ces rencontres permettent d'explorer les opportunités d'investissement et de collaboration, mais aussi de faciliter le transfert de compétences et d'offrir des opportunités de mentorat aux jeunes entrepreneurs en Haïti. Au-delà des structures formelles, les réseaux informels de la diaspora sont également une source vitale de "love money" (financement initial par la famille et les amis) et de conseils précieux, compensant en partie les lacunes du système financier local et de l'accès à l'accompagnement.

Capitaliser sur l'expertise de la diaspora exige désormais des outils concrets pour transformer ces appuis ponctuels en leviers durables. Un programme de mentorat virtuel, opéré via Zoom ou WhatsApp, pourrait jumeler 1 000 jeunes entrepreneurs avec des professionnels expatriés spécialisés dans des secteurs clés (tech, agro-industrie, green energy). Pour le financement, une alternative innovante consisterait à créer une "Fenêtre Haïti" au sein d'un fonds d'impact spécialisé sur les marchés émergents. Cette fenêtre dédiée, incubée via des partenariats avec des banques de développement ou des réseaux privés (Haiti Tech Summit, BANJ), permettrait de canaliser l'épargne de la diaspora vers des obligations à impact social, avec des mécanismes de garantie partielle assurés par des investisseurs institutionnels internationaux. Des modèles hybrides de crowdfunding (via des plateformes comme GoFundMe ou une app locale dédiée) pourraient compléter ce dispositif, offrant aux membres de la diaspora des options d'investissement flexibles, de 50 à 50 000 USD, avec traçabilité blockchain des fonds pour renforcer la confiance.

L'ensemble de ces contributions – qu'il s'agisse de l'établissement d'entreprises modèles ou du renforcement de l'écosystème par des initiatives et des réseaux – souligne le rôle irremplaçable de la diaspora dans le soutien et la dynamisation de l'entrepreneuriat juvénile en Haïti. Capitaliser stratégiquement sur cette force en créant des ponts plus formels et efficaces entre la diaspora et l'écosystème local est un enjeu majeur pour démultiplier l'impact et accélérer la transformation économique portée par la nouvelle génération d'entrepreneurs haïtiens.

Transformations technologiques au Rwanda et en Corée du Sud : quelles leçons pour Haïti ?

Le Rwanda est un exemple probant d'un pays en développement qui arrive à capitaliser sur la technologie pour améliorer ses services sans attendre de suivre les étapes traditionnelles menant au développement. Le gouvernement rwandais a élaboré une stratégie de long terme pour faire de Rwanda une économie orientée vers les services et basée sur le savoir. Le « leapfrogging » technologique rwandais s'est illustré à travers plusieurs initiatives, dont l'utilisation des drones pour la livraison de médicaments dans des zones rurales peu accessibles, la digitalisation des services du gouvernement, l'encouragement de l'utilisation du paiement électronique, l'accès à l'internet gratuit dans les espaces publics.

Le cas de la Corée du Sud aussi mérite d'être souligné. Environ 70 ans de cela, ce pays était à un niveau de développement peu avancé. Des choix critiques ont été faits concernant l'orientation technologique du pays et ont permis d'avoir des résultats remarquables. Par exemple, la Corée du Sud a accéléré l'expansion des réseaux de téléphone mobiles 3G, 4G et 5G, sans passer nécessairement par les infrastructures de téléphone fixes. En outre, environ 5 % du PIB est consacré à la recherche et l'innovation. Les investissements massifs en éducation et dans la formation ont fortement contribué au succès de la Corée du Sud en matière technologique.

Du côté d'Haïti, le pays peut s'inspirer de ces modèles pour faire un grand saut en avant dans divers secteurs en capitalisant notamment sur l'intelligence artificielle. Il y a des défis certes, mais les exemples de Rwanda et de la Corée du Sud ont montré qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que toutes les conditions soient en place pour tirer avantage d'une nouvelle technologie.

✓ D'un côté : potentiel immense

Une vitalité entrepreneuriale remarquable, un dynamisme dans les technologies, une capacité d'innovation frugale et des exemples de réussite éclatants qui démontrent la capacité des jeunes à créer de la valeur malgré un contexte adverse.

⚠ De l'autre : limites structurelles sévères

Une informalité massive (moins de 15 % des entreprises jeunes sont enregistrées), un accès quasi-nul au financement formel, un écosystème de soutien encore fragmenté et un environnement des affaires hostile.

Synthèse : Le paradoxe entrepreneurial Haïtien ?

Les données et études de cas rassemblées dans ce chapitre font émerger un paradoxe central pour l'entrepreneuriat jeune en Haïti :

D'un côté, un potentiel immense et avéré : Une vitalité entrepreneuriale remarquable, un dynamisme dans les technologies, une capacité d'innovation frugale et des exemples de réussite éclatants qui démontrent la capacité des jeunes à créer de la valeur malgré un contexte adverse.

De l'autre, des limites structurelles sévères : Une informalité massive (moins de 15% des entreprises jeunes sont enregistrées), un accès quasi-nul au financement formel, un écosystème de soutien encore fragmenté et un environnement des affaires hostile.

Parallèlement aux histoires à succès, il y a aussi bien d'exemples qui montrent aussi pour les difficultés pour certaines initiatives de pérenniser au milieu de cet environnement parfois peu favorable. Il y a lieu d'évoquer par exemple, le cas de l'incubateur Alpha, une structure mise en place par le gouvernement, qui devait se consacrer à l'appui du développement d'un écosystème entrepreneurial et technologique. Malheureusement, cette initiative a fait les frais de l'instabilité politique et gouvernementale. Les dépenses encourues pour le réaménagement du superbe Théâtre Triomphe (Champ de Mars, Port-au-Prince, Haïti) sont parties en fumée, les infrastructures n'étant plus en utilisation depuis plusieurs années. Plusieurs initiatives privées ont dû discontinuer aussi en raison des troubles politiques ou par manque de financement. L'événement majeur Haiti Tec Summit fait partie du lot. Depuis quelques années, ce sommet se tient plutôt en mode virtuel, les organisateurs ayant abandonné l'option de réunir les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et technologique dans un espace à Port-au-Prince, comme c'était le cas pendant plusieurs années avant. La structure Impact Hub, initiative très prometteuse qui offrait aux jeunes un espace sûr dans la zone de Turgeau, pour venir travailler sur leurs idées, n'est pas malheureusement plus fonctionnelle à Port-au-Prince, laissant un grand vide chez les jeunes qui le fréquentaient régulièrement.

C'est dans la même foulée que le Centre d'Entrepreneurship et de Leadership en Haïti – CEDEL HAITI – a dû réduire ses prétentions par rapport au déploiement du Programme d'Entrepreneuriat Scolaire – ProgrES – dans les écoles. Cette initiative, démarrée par une institution, et qui visait à déployer un réseau de clubs d'entrepreneuriat dans les écoles, aurait pu connaître un plus grand succès à travers une plus large appropriation

Il est à noter aussi que des efforts ont été déployés pour dynamiser le secteur des BPOs, avec l'introduction de nouveaux call centers à Port-au-Prince. C'est un secteur qui aurait pu mobiliser un grand nombre de jeunes, en leur fournissant un emploi, leur permettant ainsi de s'intégrer sur le marché du travail à travers les « digital jobs ». Mais les nombreuses contraintes telles l'insécurité, le départ massif des jeunes pour l'étranger et le coût élevé de l'énergie et de l'accès à l'internet de qualité ont découragé les entrepreneurs dans leur volonté d'investir dans ce secteur et ont poussé certains d'entre eux à tout simplement abandonner.

Conclusion de l'analyse empirique : La question n'est pas de savoir si la jeunesse haïtienne a l'esprit d'entreprise, elle l'a, et les données le démontrent. La question est de savoir comment transformer cette énergie qui s'exprime dans l'informel en levier de développement structurel : par la formalisation, l'accès au financement et la construction d'un écosystème d'appui qui reconnaît ce potentiel plutôt que de l'ignorer. Les recommandations qui suivent découlent directement de ce constat.

Employabilité, compétences et métiers du futur : Haïti a des atouts que le monde cherche

Le modèle linéaire école-diplôme-emploi est en crise partout dans le monde. Selon le Future of Jobs Report 2025 du Forum Économique Mondial, 170 millions de nouveaux emplois seront créés d'ici 2030, tandis que 92 millions seront déplacés, un bouleversement qui touchera 22 % de l'ensemble des emplois actuels. Plus révélateur encore : 39 % des compétences clés requises sur le marché du travail auront changé d'ici 2030, et les compétences technologiques, IA, big data, cybersécurité, littératie numérique, progresseront plus vite que toutes les autres. Cette recomposition mondiale n'est pas une menace abstraite pour la jeunesse haïtienne. C'est une fenêtre d'opportunité, à condition de la lire correctement.

Forum Economique Mondial — Future of Jobs Report 2025

170M nouveaux emplois créés d'ici 2030	92M emplois déplacés d'ici 2030	22% des emplois transformés	39% des compétences changées d'ici 2030
--	---	---------------------------------------	---

Compétences à la croissance la plus rapide : intelligence artificielle (IA) et big data · cybersécurité · résilience et flexibilité · créativité sous contrainte · curiosité et apprentissage continu

En Haïti, la disjonction entre le système éducatif formel et le marché du travail réel est particulièrement visible. Le marché formel est structurellement insuffisant pour absorber le volume de diplômés que les universités produisent, et les secteurs qui créent de l'emploi sont précisément ceux que la formation traditionnelle n'adresse pas encore. Cette réalité n'appelle pas à renoncer à l'éducation formelle ; elle appelle à la compléter par des voies d'apprentissage plus agiles, plus accessibles et mieux alignées sur les dynamiques économiques émergentes. Le mouvement mondial vers les compétences pratiques plutôt que les diplômes formels s'accélère, les entreprises privilégiant de plus en plus les aptitudes démontrées sur les certifications académiques. Les certifications numériques accessibles en ligne, Coursera, Google Career Certificates, offrent une voie concrète : valider formellement des compétences acquises en dehors des murs des universités, à coût marginal, depuis n'importe quelle zone connectée du pays. En 2024, Coursera a enregistré 7,4 millions d'inscriptions en formation IA, soit une moyenne de six inscriptions par minute. La demande mondiale de compétences numériques est réelle, mesurable et croissante. Et la jeunesse haïtienne peut y répondre.

Trois voies d'accès à l'emploi pour la jeunesse haïtienne

Certifications numériques

Coursera, Google Career Certificates

7,4M inscriptions IA en 2024

Services exportables (BPO)

Centres d'appels, support tech, traduction, IA assistée

Marché mondial : 97 Md USD · +9,8%/an

Auto-entrepreneurs numériques

Upwork, Fiverr, Malt — dev, design, traduction, IA

Économie gig : 557 Md USD en 2024

Ces trois voies sont accessibles sans diplôme universitaire traditionnel, compatibles avec le travail à distance, et capables de générer des revenus en devises.

Car Haïti possède un atout structurel que peu de pays de la région peuvent revendiquer avec la même acuité : un capital linguistique exceptionnel. Le français, le créole, et l'anglais y sont parlés en volumes significatifs, ce qui positionne Haïti de manière unique pour servir à la fois les marchés nord-américains et francophones. Cet avantage est directement exploitable dans l'économie mondiale des services exportables. Le marché mondial des centres de contact externalisés représentait 97 milliards USD en 2024 et devrait croître à un taux annuel de 9,8 % jusqu'en 2030. La région caribéenne est déjà reconnue comme une destination de premier plan pour les services bilingues externalisés, avec un accès direct aux marchés américain et canadien. En Jamaïque, le secteur BPO emploie plus de 60 000 personnes et constitue l'un des secteurs à la croissance la plus rapide. En Haïti, des études sectorielles ont estimé que les industries d'externalisation pourraient générer jusqu'à 13 000 emplois directs et indirects sur cinq ans. Les services exportables ne se limitent pas aux centres d'appels : ils couvrent le support technique après-vente, la saisie et l'analyse de données, la modération de contenu, la traduction et la localisation, la comptabilité externalisée, et de plus en plus les services d'IA assistée, annotation de données, entraînement de modèles, contrôle qualité algorithmique. Ce sont des métiers accessibles avec une formation de quelques semaines à quelques mois, compatibles avec le travail à distance, et capables de générer des revenus en devises sans attendre une normalisation complète de l'environnement des affaires.

L'avantage concurrentiel linguistique d'Haïti

Français

300M locuteurs mondiaux

Créole

Langue maternelle de 12M+

Anglais

Marchés US et Canada

Haïti est le seul pays de la Caraïbe capable de servir simultanément les marchés anglophones, et francophones, un avantage distinctif dans l'économie mondiale des services.

Au-delà des structures formelles d'entreprise et des centres de services externalisés, l'économie des auto-entrepreneurs et des travailleurs indépendants offre une troisième voie, peut-être la plus accessible à court terme. L'économie mondiale du travail indépendant était valorisée à 556,7 milliards USD en 2024 et devrait dépasser 1 800 milliards USD d'ici 2030. Elle représente une opportunité singulière d'autonomiser des millions de travailleurs, en offrant des possibilités d'emploi flexible à la jeunesse, aux femmes et aux groupes marginalisés. Les plateformes de travail indépendant, Upwork, Fiverr, Toptal, Malt, permettent à un jeune développeur de Pétion-Ville, une graphiste de Cap-Haïtien ou un traducteur de Jacmel d'offrir ses services à des clients à Londres, Montréal ou Miami, sans intermédiaire institutionnel, sans capital de démarrage et sans déplacement. En 2025, le recrutement transfrontalier à distance a progressé de 38 %, les travailleurs de 18 à 30 ans représentant près de la moitié de cette main-d'œuvre mondiale.

Dans les pays dont la structure démographique présente des similitudes avec Haïti, le nombre de travailleurs indépendants numériques croît à un rythme annuel de 11 %, et dans certains, plus de 35 % des jeunes pratiquent déjà une forme de travail indépendant en ligne. Les secteurs les plus accessibles incluent le développement web et mobile, le design graphique, la rédaction et la traduction multilingue, champ dans lequel le profil linguistique haïtien constitue un avantage concurrentiel direct, la comptabilité externalisée, l'assistance virtuelle, et de plus en plus les services d'IA assistée. Les emplois en IA sont parmi les mieux rémunérés dans l'économie indépendante, avec des revenus horaires moyens dépassant 54 USD pour les spécialistes en prompt engineering. Ces opportunités ne sont pas réservées aux diplômés. Elles sont accessibles à quiconque maîtrise une compétence, dispose d'une connexion et sait se positionner sur un marché mondial qui cherche activement des talents là où les coûts restent inférieurs aux standards des pays du Nord.

C'est précisément parce que cette génération a navigué dans l'adversité, sans filet institutionnel et sans permission, qu'elle a développé les compétences que le marché mondial valorise le plus aujourd'hui : résilience, créativité sous contrainte, capacité à apprendre sans structure, aptitude à s'adapter en temps réel. Le Forum Économique Mondial identifie la résilience, la flexibilité, la créativité sous contrainte et la curiosité comme parmi les compétences à la croissance la plus rapide d'ici 2030. Ces compétences ne figurent sur aucun diplôme haïtien. Elles se sont construites dans l'adversité, dans des environnements radicalement incertains, par des jeunes qui ont appris à naviguer sans filet institutionnel. Les reconnaître, les certifier et les connecter à un marché mondial qui les cherche activement : voilà le défi et l'opportunité que les recommandations de ce rapport s'efforcent de relever.

Focus spécial — La jeunesse haïtienne face à l'enjeu électoral : une génération qui n'a jamais voté

Une décennie sans urnes, une génération sans vote. Haïti n'a pas organisé d'élections générales depuis 2016, un vide démocratique de près d'une décennie qui a profondément reconfiguré le rapport des jeunes Haïtiens à la politique et à la citoyenneté. En avril 2026, ceux qui avaient 17 ans lors de ces dernières élections en ont aujourd'hui 27. Ils sont devenus des adultes, des entrepreneurs, des parents, des acteurs économiques, mais jamais des électeurs. Cette cohorte inédite dans l'histoire d'Haïti représente plus d'un million de primo-votants potentiels qui porteront, lors du prochain scrutin, le poids d'une attente démocratique décuplée par l'attente et la frustration accumulées.

« La jeunesse n'est pas un problème à gérer. C'est une force à activer. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Le chiffre que personne ne peut ignorer. En croisant les données démographiques de l'IHSI (2024) avec le calendrier électoral haïtien, l'ampleur du phénomène apparaît clairement : la totalité de la tranche d'âge 18-27 ans, soit environ 2,2 millions de personnes, près de 19 % de la population totale, est composée de citoyens qui n'ont jamais voté. Ils avaient entre 8 et 17 ans lors des dernières élections générales de 2016. A cela s'ajoute un fait structurel aggravant : selon les estimations disponibles, le taux d'enrôlement électoral des 18-25 ans demeure historiquement parmi les plus faibles du pays, non par désintérêt, mais par défaut d'accès aux bureaux d'enrôlement, par méfiance institutionnelle et par absence de campagnes civiques adaptées à leur réalité numérique. C'est cette combinaison, masse démographique considérable, faible enrôlement et conscience politique élevée, qui définit à la fois l'urgence et l'opportunité du moment électoral qui s'annonce.

Le prochain scrutin : premier test de la démocratie numérique haïtienne. Face à ce constat, une idée s'impose avec force : faire du prochain cycle électoral le premier véritable test d'une démocratie numérique haïtienne. Cette

génération, qui s'est politiquement formée sur TikTok et WhatsApp, ne se mobilisera pas par les canaux traditionnels, affiches murales, meetings de quartier, radios communautaires seules. Elle exige des interfaces civiques à la hauteur de sa connectivité : campagnes d'enrôlement via les opérateurs mobiles Digicel et Natcom, applications de vérification du statut électoral, plateformes de débat entre candidats et jeunes électeurs, formation d'observateurs citoyens numériques. Plusieurs pays, dont le Sénégal et la Tunisie, ont expérimenté avec succès ces dispositifs pour enrayer l'abstention des primo-votants. Haïti dispose, avec 9,75 millions de connexions mobiles représentant 82,7 % de la population, soit une pénétration significativement supérieure aux estimations antérieures, et une jeunesse déjà habituée à l'autoformation numérique, des conditions favorables pour tenter une telle approche. La progression de 3,1 % enregistrée en un an confirme une dynamique ascendante malgré la crise sécuritaire. Le défi n'est pas technologique : il est institutionnel et politique, la volonté d'aller chercher cette génération là où elle se trouve réellement.

« La citoyenneté n'est pas subjective, elle est obligatoire. Dès qu'on a 18 ans, on acquiert nos droits civils et politiques. La passivité tuera toujours. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

Une génération politiquement consciente, mais institutionnellement exclue. Ce qui caractérise cette génération, c'est qu'elle n'a pas vécu son exclusion des urnes dans le silence ou l'indifférence. Nourrie par les réseaux sociaux, TikTok, Instagram, X (Twitter), WhatsApp, elle s'est forgé une culture politique propre, horizontale, exigeante en matière de transparence et de redevabilité. Des mobilisations comme le mouvement PetroCaribe Challenge en 2018-2019 ont démontré la capacité de cette jeunesse connectée à imposer des débats de gouvernance sur la place publique, sans attendre la permission des institutions. En l'absence de processus électoral, les réseaux sociaux sont devenus la seule arène politique accessible à cette génération, à la fois espace d'information, de contestation et de construction identitaire citoyenne.

L'équation risque-opportunité du retour aux urnes. Le retour aux élections représente à la fois une opportunité historique et un défi redoutable. Opportunité, parce qu'une participation massive des jeunes primo-votants pourrait renouveler en profondeur la classe politique haïtienne, introduire des candidatures portées par une génération nouvelle, et ancrer des pratiques de gouvernance plus inclusives et plus numériques. Défi, parce que dix années de frustration, de méfiance institutionnelle et d'insécurité ont nourri un scepticisme profond vis-à-vis des processus électoraux traditionnels. Le risque de désengagement civique est réel et documenté : si les jeunes perçoivent les élections comme une simple reconduction du système clientéliste sans changement substantiel, leur abstention massive deviendrait le premier vote, de protestation, d'une génération qui n'a pourtant jamais eu l'occasion de se faire entendre dans les urnes.

Les 5 formes de participation



S'inscrire : La première étape : exister politiquement. Posséder sa carte d'identification nationale valide et s'enregistrer. C'est le geste le plus simple, le plus concret, le plus puissant qu'un jeune puisse poser pour son pays.



Débattre : Avant le vote, il y a la parole. Les jeunes doivent s'emparer des débats publics, exiger des candidats un programme qui inclut la jeunesse, et non un simple slogan. « On ne vote pas pour un slogan. On vote pour un programme. »



Se présenter : La jeunesse ne doit pas seulement choisir ses dirigeants, elle doit briguer des mandats. Avec 42,8 % de la population âgée de 15 à 39 ans, leur sous-représentation est une anomalie démocratique. « Ce n'est pas notre place ? C'est à nous de créer notre propre chaise. »



Organiser : Agents électoraux, observateurs, membres de bureaux de vote : la machine électorale ne doit pas être laissée à d'autres. « Si on laisse la machine à quelqu'un d'autre, elle nous amènera quelque part où nous ne voulions pas. »



Voter : L'acte fondateur. Voter non pas un candidat, mais un programme. « Je vais prendre mon ami et on va partir voter parce que je sais qu'avec ce vote, c'est un pouvoir que j'ai pour changer l'avenir. » Cette phrase, prononcée par une jeune invitée de Wi, Ayiti Kapab, dit mieux que n'importe quelle statistique ce que représente ce scrutin pour une génération qui attend depuis dix ans. Elle dit aussi quelque chose d'essentiel sur la manière dont cette génération conçoit l'engagement : non pas comme un acte solitaire et formel, mais comme un geste collectif, partagé, qui commence par aller chercher quelqu'un autour de soi. C'est peut-être là la différence la plus profonde entre cette génération et celles qui l'ont précédée, elle n'attend pas que le système vienne à elle. Elle prend les devants, à sa façon, avec ses propres moyens.

Les conditions d'une inclusion civique réelle. Pour que ces premières élections depuis 2016 constituent un véritable tournant générationnel, plusieurs conditions devront être réunies. Une éducation civique numérique ciblée sur les 18-30 ans, déployée via les plateformes qu'ils utilisent réellement, est indispensable pour transformer la conscience politique en participation concrète. L'enrôlement des jeunes, notamment ceux des zones rurales et des quartiers populaires, souvent les plus vulnérables et les moins enregistrés, doit devenir une priorité nationale. Des candidatures jeunes, portées par des organisations non partisans et des réseaux de la société civile, devront être encouragées et appuyées. Et les partis politiques eux-mêmes devront renouveler leur langage, leur vision et leurs pratiques sous peine d'être ignorés par la génération la plus ambitieuse, la plus connectée et la plus nombreuse qu'Haïti ait jamais connue. La métamorphose est possible, mais seulement si cette génération est enfin convoquée, écoutée et respectée.

« La citoyenneté n'est pas subjective, elle est obligatoire. Dès qu'on a 18 ans, on acquiert nos droits civils et politiques. La passivité tuera toujours. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

De l'analyse à l'action : cinq priorités pour ne pas manquer ce rendez-vous générationnel. Le retour aux urnes ne se décrète pas, il se prépare. Pour que cette génération de primo-votants devienne un acteur à part entière du renouveau démocratique haïtien, cinq actions concrètes méritent d'être engagées sans délai.

1

Campagne nationale d'enrôlement

Premièrement, lancer une campagne nationale d'enrôlement électoral ciblant spécifiquement les 18-30 ans, déployée via les réseaux sociaux et les opérateurs mobiles, avec des points d'enrôlement mobiles dans les zones défavorisées.

2

Education civique numérique

Deuxièmement, intégrer une éducation civique numérique dans les programmes des organisations de jeunesse, des universités et des plateformes d'apprentissage déjà actives en Haïti, en développant des modules accessibles en créole sur les droits du citoyen et les enjeux du scrutin à venir.

3

Candidatures jeunes et féminines

Troisièmement, encourager et accompagner des candidatures jeunes, en particulier féminines, via des organisations non partisans capables de former et de financer une nouvelle génération de leaders politiques.

4

Observation citoyenne numérique

Quatrièmement, mettre en place un dispositif d'observation citoyenne numérique, permettant aux jeunes formés à cet effet de surveiller, documenter et signaler les irrégularités électorales en temps réel sur l'ensemble du territoire.

5

Dialogue candidats-jeunes électeurs

Cinquièmement, créer, en amont du scrutin, des espaces de dialogue structuré entre candidats et jeunes électeurs, forums numériques, débats universitaires, sessions interactives sur les plateformes qu'ils fréquentent.

Ces cinq chantiers ne relèvent pas de l'utopie : ils sont à la portée d'un Etat et d'une société civile qui auraient enfin décidé de faire de leur jeunesse non plus un problème à gérer, mais la solution à saisir.

Ce qui nous ferait dire « Wi, Ayiti Kapab » le jour J

« C'est voir, au jour des élections, les jeunes s'assembler massivement pour aller voter. Pour aller voter non pas un candidat, mais un programme. »

— Voix de Wi, Ayiti Kapab

3

VERS UN NOUVEAU PARADIGME : RECOMMANDATIONS POUR LIBERER LE POTENTIEL TRANSFORMATEUR

Le coût de l'inaction n'est pas abstrait. Il se chiffre. Si le taux d'emploi formel des 15-39 ans progressait de 10 points de pourcentage, le PIB haïtien pourrait croître de 2 à 3 points supplémentaires par an, une projection prudente, fondée sur des modèles comparables développés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) pour des économies de taille similaire. Sur une décennie, ce différentiel représente plusieurs milliards de dollars de revenus perdus par inaction. A cela s'ajoute ce que les économistes appellent le coût de la migration de qualification : chaque jeune talent qui part en exil faute d'opportunités est une perte sèche, immédiate et difficilement réversible pour l'économie nationale. Haïti ne souffre pas d'un déficit de potentiel humain. Elle souffre du coût accumulé de ne pas l'avoir reconnu à temps.

Ces recommandations n'auront de portée réelle que si la question de la redevabilité est posée franchement. Qui est responsable de quoi ? L'Etat haïtien est responsable du cadre légal, de la sécurité et de la délivrance de services de base sans lesquels aucun écosystème entrepreneurial ne peut tenir. Le secteur privé est responsable d'ouvrir ses marchés, ses chaînes de valeur et ses programmes de formation à une jeunesse qu'il a trop longtemps ignorée. La communauté internationale, PNUD inclus, est responsable d'aligner ses financements sur les dynamiques endogènes plutôt que de les court-circuiter avec des solutions importées. Et la jeunesse haïtienne elle-même est responsable de se saisir des espaces qui s'ouvrent, de s'organiser, de peser. Sans cette clarté sur les rôles, les recommandations qui suivent resteront ce que trop de rapports ont été avant elles : de bonnes intentions sans adresse.

Le Rwanda avait en 1994 une jeunesse traumatisée par un génocide. L'Indonésie avait en 1998 une jeunesse sans emploi dans un pays en faillite institutionnelle. L'Éthiopie avait dans les années 2000 une jeunesse rurale sans perspectives. Chacun de ces pays a fait un choix : investir massivement dans cette génération plutôt que de la contenir. Haïti a ce même choix devant elle, aujourd'hui, avec une fenêtre démographique qui ne restera pas ouverte indéfiniment.

Une vérité s'impose cependant avant toute recommandation : aucune stratégie de développement ne pourra porter ses fruits sans un retour durable à la sécurité. L'insécurité qui ravage les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre n'est pas un contexte parmi d'autres, c'est le verrou principal qui bloque toutes les autres dynamiques. Les recommandations qui suivent en tiennent pleinement compte, en distinguant ce qui peut être engagé dès maintenant dans les zones stabilisées, ce qui nécessite des investissements structurants à moyen terme, et ce qui relève de paris transformateurs dont la réalisation dépend d'une normalisation sécuritaire durable.

Il faut également nommer ce que ces recommandations ne pourront pas faire seules. Aucune politique de jeunesse, aussi bien conçue soit-elle, ne saurait compenser l'absence d'un État fonctionnel, d'une justice indépendante et d'une classe politique qui accepte de rendre des comptes. La jeunesse haïtienne ne demande pas l'État parfait, elle n'y croit plus depuis longtemps. Elle demande un État minimum crédible : capable de sécuriser une salle de classe, d'enregistrer une entreprise en moins d'une semaine, de délivrer un titre foncier sans corruption, de garantir qu'une élection reflète réellement la volonté des citoyens. C'est précisément pour cela que les recommandations qui suivent ont été conçues pour fonctionner dans un environnement institutionnel dégradé, en s'appuyant sur des acteurs non étatiques, des réseaux communautaires et des outils numériques qui contournent les défaillances de l'administration sans pour autant renoncer à l'exigence de les réformer.

Mais la sécurité physique ne suffit pas. À cet horizon de recommandations, il serait profondément incomplet de ne pas intégrer la dimension citoyenne et démocratique comme un pilier à part entière de la transformation. La jeunesse haïtienne n'aspire pas seulement à un emploi ou à financer son entreprise : elle aspire à peser sur les décisions qui façonnent son avenir. Plus d'une décennie sans élections a creusé un déficit de représentation qui fragilise la légitimité de toute politique publique et érode durablement la confiance entre les institutions et la génération la plus nombreuse du pays. Le retour aux urnes annoncé n'est pas seulement un événement politique : c'est une opportunité structurante pour réconcilier cette jeunesse avec l'État, à condition que le scrutin soit inclusif, crédible, et que les jeunes y participent pleinement, en tant qu'électeurs, candidats et observateurs citoyens.

C'est dans cet esprit que les six messages clés qui suivent intègrent, en filigrane, une exigence transversale : les politiques les plus efficaces sont celles que les jeunes ont contribué à élaborer. Sans mécanismes de participation inclusive, qu'il s'agisse de consultations numériques, de budgets participatifs ou de représentation dans les organes décisionnels, les meilleures recommandations économiques risquent de rester lettre morte. La gouvernance jeunesse, c'est d'abord et avant tout donner à cette génération les moyens de peser sur les décisions qui la concernent : dans l'entreprise, dans l'école, dans la commune, et bientôt, dans l'isoloir.

Sans stabilisation des départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre, aucune stratégie ne pourra déployer son plein potentiel. Les interventions proposées doivent donc privilégier les zones sécurisées et prévoir des mécanismes d'adaptation.

Prioriser les interventions à haute faisabilité et coût modéré (mentorat, sensibilisation, quotas dans programmes existants) pour démontrer rapidement des résultats tangibles et mobiliser les parties prenantes.

Avec seulement 30 % des jeunes femmes employées contre 50 % des hommes, combler cet écart libérerait un potentiel économique considérable. Chaque recommandation intègre une dimension genre explicite.

4

Le numérique comme accélérateur, pas comme finalité

La plateforme unifiée d'enregistrement des entreprises et les solutions fintech diaspora constituent des leviers de transformation rapide, mais doivent s'accompagner d'infrastructures de connectivité et d'alphabétisation numérique.

5

Séquencer intelligemment : fondations d'abord, institutionnalisation ensuite

Le Conseil National de l'Innovation Jeune et le Fonds d'Impact Diaspora sont des horizons souhaitables, mais leur création prématurée sans écosystème mature risque l'échec. Construire d'abord les capacités entrepreneuriales.

6

Miser sur l'innovation frugale et endogène plutôt que sur le transfert technologique

Les Fab Labs départementaux axés sur les solutions low-tech adaptées au contexte haïtien offrent un meilleur rapport coût-efficacité que des initiatives high-tech déconnectées des réalités locales.

L'ensemble, ces six messages forment moins une liste de priorités qu'une philosophie d'action. Trois idées les traversent toutes.

D'abord, le séquençage n'est pas un aveu de faiblesse, c'est une méthode. Dans un contexte de ressources contraintes et d'instabilité persistante, commencer par ce qui est faisable est la seule façon de rendre crédibles les ambitions à plus long terme.

Ensuite, ces recommandations ne sont pas conçues pour la jeunesse haïtienne. Elles sont conçues à partir d'elle, de ses données, de ses initiatives, et des voix recueillies dans Wi, Ayiti Kapab par des jeunes qui ont décrit, avec précision, ce dont ils ont besoin et ce qu'ils construisent déjà sans attendre.

Enfin, ce que ces messages demandent à l'État et aux partenaires n'est pas de tout résoudre. C'est plus précis et plus exigeant : créer les conditions pour qu'une énergie qui existe déjà puisse se déployer à la hauteur de son potentiel.

3.2 Matrice de priorisation des recommandations



La méthodologie adoptée repose sur une classification des actions selon leur horizon temporel, leur faisabilité, leur coût estimé et leur impact potentiel. Trois catégories d'interventions ont ainsi été identifiées :

- les gains rapides, faciles à mettre en œuvre dans un délai court avec des effets allant d'immédiats à élevés selon la nature de l'action
- les investissements structurants, qui nécessitent plus de temps et de ressources mais produisent un impact durable et élevé
- les paris transformateurs, à long terme, dont la faisabilité peut varier mais qui ouvrent la voie à des changements systémiques majeurs

Catégorie	Horizon	Faisabilité	Coût	Impact	Mesures clés
Gains rapides	0-2 ans	Elevée	Faible-Moyen	Immédiat à élevé	Cadre stratégique jeunesse, mentorat féminin, quotas, sensibilisation, formations, fonds dédiés, incubateurs
Investissements structurants	2-5 ans	Moyenne	Moyen à moyen-élevé	Elevé	Plateforme numérique, fintech inclusives, fonds de garantie, Fab Labs, bourses STIM, hackathons féminins, entrepreneuriat vert

Paris transformateurs	5+ ans	Variable	Elevé	Révolutionnaire	Conseil National de l'Innovation Jeune, Fonds d'impact diaspora, blockchain
-----------------------	--------	----------	-------	-----------------	---

Phase 1 – Actions immédiates (0-2 ans) : Poser les fondations

● Initier un cadre national participatif pour la jeunesse

Haïti ne dispose à ce jour d'aucune politique nationale de la jeunesse consolidée, cohérente et dotée de mécanismes de redevabilité. Cette absence structurelle explique en grande partie pourquoi les initiatives en faveur de la jeunesse, aussi bien intentionnées soient-elles, restent fragmentées, peu coordonnées et difficilement évaluables dans le temps. Sans cadre fédérateur, les recommandations qui suivent risquent de demeurer ce que trop d'interventions ont été avant elles : des actions ponctuelles sans adresse institutionnelle durable.

La réponse à cette lacune ne peut pas, dans le contexte actuel, reposer sur la seule capacité de l'Etat à produire et à mettre en œuvre une loi-cadre. Elle repose en revanche sur la capacité de la société civile, des universités, des organisations de jeunesse et des partenaires techniques et financiers à co-construire un document de référence partagé, un cadre stratégique national, qui servirait de boussole commune pour l'ensemble des interventions des trois phases.

Gains rapides — Déploiement immédiat (0–18 mois)

● Processus participatif de co-formulation [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : élevé]

Lancer, sous l'égide des organisations de la société civile et des réseaux de jeunesse, un processus structuré de consultation nationale pour co-construire un cadre stratégique jeunesse. Ce processus mobilisera les universités, les associations de jeunes entrepreneurs, les organisations féminines et les partenaires internationaux, en s'appuyant sur des consultations numériques pour toucher les zones géographiquement isolées.

📌 *Indicateur de succès : Document de cadrage stratégique validé par les parties prenantes non étatiques dans les 18 mois*

● Mécanisme de coordination inter-acteurs [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : modéré]

Etablir une plateforme légère de coordination, un groupe de travail multi-acteurs à gouvernance partagée, chargé de suivre la mise en œuvre des recommandations des trois phases et d'en rendre compte publiquement. Ce mécanisme anticipe la création du Conseil National de l'Innovation Jeune prévu en Phase 3, en en posant les bases opérationnelles sans attendre une normalisation institutionnelle complète.

📌 *Indicateur de succès : Groupe de travail opérationnel avec rapports publics semestriels dès le 12^{ème} mois*

Mesure à initier avant 24 mois, dont la formalisation s'étend en Phase 2

● Adoption formelle par les institutions publiques [Faisabilité : moyenne | Coût : faible | Impact potentiel : élevé]

Soumettre le cadre stratégique co-construit aux ministères compétents, Jeunesse, Education, Commerce, en vue d'une adoption par voie réglementaire ou d'une intégration dans les documents de planification nationale. Cette formalisation, conditionnée à un minimum de stabilité institutionnelle, confèrera au cadre une portée contraignante et une base budgétaire.

📌 *Indicateur de succès : Cadre formellement endossé par au moins deux ministères d'ici 24 mois*

● Réinventer l'insertion professionnelle des jeunes

L'agriculture représente un secteur stratégique pour l'emploi jeune, mais nécessite une approche résolument novatrice. Au-delà des formations traditionnelles, il convient de créer un écosystème d'entrepreneuriat agricole technologique où les jeunes innovateurs peuvent concevoir et déployer des solutions d'irrigation intelligente, des plateformes numériques de commercialisation directe, et des systèmes de traçabilité basés sur la blockchain. L'intégration de l'intelligence artificielle dans ce secteur traditionnellement peu numérisé, via des applications d'analyse prédictive des récoltes ou de détection précoce des maladies des cultures, ouvre des perspectives prometteuses pour la sécurité alimentaire du pays.

📌 *Indicateur de succès : 20 écosystèmes locaux d'entrepreneuriat agricole technologique opérationnels dans les zones sécurisées d'ici 2 ans, intégrant au moins une solution d'IA ou de traçabilité numérique*

Le renforcement de la formation professionnelle constitue également un levier essentiel, mais doit transcender les approches conventionnelles. Il s'agit de repenser entièrement la gouvernance de ce secteur en établissant des partenariats dynamiques entre centres de formation et entreprises pour co-construire des cursus adaptés aux mutations technologiques. La mise en place de programmes spécifiques axés sur l'intelligence artificielle, le développement d'applications mobiles et la cybersécurité répondrait aux besoins croissants du marché international.

📌 *Indicateur de succès : 10 partenariats formalisés entre centres de formation professionnelle et entreprises privées, débouchant sur des cursus co-construits en IA, développement mobile ou cybersécurité d'ici 2 ans*

Ces interventions posent les bases technologiques sur lesquelles s'appuiera, en Phase 2, le volet entrepreneuriat vert et adaptation climatique, deux dimensions complémentaires d'une même ambition pour la jeunesse rurale haïtienne.

● Mesures ciblées pour l'autonomisation économique des jeunes femmes

Les données de l'EMMUS-VI (2016-2017) révèlent que moins de 30 % des jeunes femmes de 20-24 ans occupent un emploi, contre environ 50 % pour les hommes du même âge. Pour combler cet écart et libérer le potentiel économique de la moitié de la population jeune, des actions spécifiques sont indispensables.

Gains rapides - Déploiement immédiat (0-18 mois)

● Programmes de mentorat féminin [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : modéré]

Développer des réseaux de mentorat, « Women in Business », jumelant des jeunes entrepreneures avec des cheffes d'entreprise expérimentées issues de la diaspora ou du secteur privé local. L'objectif est de briser l'isolement et de renforcer les compétences en leadership et en gestion.

📌 *Indicateur de succès : 500 paires mentor-mentorée actives dans les 18 mois*

● Quotas dans les programmes d'appui [Faisabilité : élevée | Coût : nul | Impact potentiel : modéré]

Instaurer un quota de 50 % de femmes bénéficiaires dans tous les programmes publics et partenariaux de soutien à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle. Cet objectif de parité pleine, aligné sur les engagements internationaux d'Haïti en matière d'égalité de genre, est assumé comme une ambition et non comme une contrainte : il reconnaît que les jeunes femmes représentent la moitié de la jeunesse haïtienne et que leur exclusion structurelle du marché du travail n'est pas une fatalité, mais le résultat de décisions systémiques qui peuvent être corrigées.

📌 *Indicateur de succès : Atteindre 50 % de participation féminine dans tous les programmes d'ici 24 mois*

● Campagnes de sensibilisation ciblées [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : modéré]

Lancer des campagnes d'information, via les réseaux sociaux et la radio, pour informer les jeunes femmes des droits, des procédures et des aides existantes, en mettant en avant des modèles de réussite féminins.

📌 *Indicateur de succès : Atteindre 100 000 jeunes femmes via les canaux digitaux en 12 mois*

Mesures à initier avant 24 mois, dont le déploiement complet s'étend en Phase 2

- **Création de fonds dédiés [Faisabilité : moyenne | Coût : moyen | Impact potentiel : élevé]**
Etablir un fonds de garantie spécifique pour les entrepreneures, assorti de produits de microcrédit à taux zéro ou préférentiels pour les startups dirigées par des femmes. Ce fonds pourrait être abondé par des partenaires internationaux et une ligne budgétaire étatique.
Indicateur de succès : Capitaliser 5 millions USD et financer 1 000 entrepreneures dans les 3 ans
- **Incubateurs et espaces sûrs [Faisabilité : moyenne | Coût : moyen | Impact potentiel : élevé]**
Soutenir la création d'incubateurs et d'espaces de coworking réservés ou prioritairement dédiés aux femmes, offrant un environnement sécurisé et des services sur mesure (garde d'enfants, conseil psychosocial).
Indicateur de succès : 5 incubateurs opérationnels dans les principales villes d'ici 3 ans

Phase 2 – Consolidation (2-5 ans) : Développer l'écosystème

• Démocratiser l'accès à l'entrepreneuriat par un environnement des affaires régénéré

La simplification administrative ne peut plus se limiter à optimiser des procédures obsolètes. Une approche disruptive s'impose : la création d'une plateforme numérique unifiée pour l'enregistrement et la gestion des entreprises, accessible depuis un smartphone, réduirait drastiquement les délais et les coûts administratifs. Ce guichet unique électronique, augmenté par des algorithmes d'intelligence artificielle pour automatiser les processus d'approbation et de conformité, permettrait même aux entrepreneurs des zones rurales les plus reculées de formaliser leur activité sans déplacement coûteux. Cette digitalisation intégrale des services administratifs pourrait s'appuyer sur des technologies décentralisées pour garantir transparence et résistance à la corruption.

L'accès au financement doit être repensé à travers des mécanismes innovants adaptés aux réalités locales. Un fonds d'investissement participatif capitalisant sur la puissance de la diaspora permettrait de contourner les contraintes du système bancaire traditionnel. Des solutions de microcrédits numériques destinés spécifiquement aux femmes entrepreneures et aux petites entreprises, à des taux abordables, diversifieraient les options de financement. Cette approche pourrait se concrétiser par une plateforme fintech de mise en relation directe entre entrepreneurs locaux et investisseurs diasporiques, utilisant l'intelligence artificielle pour évaluer le risque crédit sans exiger de garanties traditionnelles, et complétée par des instruments de microfinance digitale conçus pour les initiatives communautaires.

Indicateur de succès : 10 partenariats formalisés entre centres de formation professionnelle et entreprises privées, débouchant sur des cursus co-construits en IA, développement mobile ou cybersécurité d'ici 2 ans

• Lever les barrières spécifiques aux femmes entrepreneures

Selon l'enquête Finscope PME 2023, les entreprises détenues par des jeunes femmes sont encore moins bancarisées et formalisées que celles de leurs homologues masculins. Pour y remédier, une approche genrée de la simplification administrative et de l'accès au financement est nécessaire.

- **Plateforme numérique unifiée avec guichet "Femmes Entrepreneures" [Faisabilité : moyenne | Coût : moyen | Impact potentiel : élevé]**
Au sein de la plateforme numérique unifiée, créer un parcours dédié et simplifié pour les femmes, avec des procédures d'enregistrement accélérées et un accompagnement humain en ligne pour guider les démarches.
Indicateur de succès : Réduire de 70 % le temps d'enregistrement d'entreprise pour les femmes (passage de 30 jours à 9 jours) en 3 ans

- **Solutions fintech inclusives [Faisabilité : moyenne | Coût : moyen-élevé | Impact potentiel : élevé]**

Promouvoir le développement de solutions de scoring de crédit alternatives utilisant l'IA, qui prennent en compte des indicateurs autres que les garanties physiques (historique de remboursement dans les tontines, réputation digitale, etc.), dont les femmes sont souvent dépourvues.

↳ *Indicateur de succès : 30 % des prêts accordés via scoring alternatif dans les 4 ans*

- **Renforcer les capacités d'innovation endogène**

Le développement des compétences entrepreneuriales doit se fonder sur une analyse fine des écosystèmes locaux et des besoins spécifiques des PME. Des programmes de soutien adaptés, combinant formations en management, marketing digital et finance, permettraient aux entrepreneurs d'optimiser leurs modèles d'affaires. Des programmes de mentorat intergénérationnel permettraient aux jeunes entrepreneurs de bénéficier de l'expérience des aînés tout en apportant leur maîtrise des outils numériques. Ces initiatives de cross-mentoring créeraient des synergies entre tradition et innovation, particulièrement pertinentes dans des secteurs comme l'artisanat ou l'agro-transformation.

↳ *Indicateur de succès : 300 paires mentor-mentoré actives dans les secteurs de l'artisanat et de l'agro-transformation d'ici 3 ans, avec un taux de survie des entreprises accompagnées supérieur à 60 % à 24 mois*

La création de Fab Labs à faible coût dans chaque département constituerait une révolution concrète. Ces espaces de fabrication numérique, équipés d'imprimantes 3D, de découpeuses laser et de kits électroniques, permettraient aux jeunes innovateurs de prototyper leurs solutions aux problèmes locaux. En priorisant les innovations frugales et adaptées au contexte haïtien, comme des systèmes d'irrigation solaire, des unités de dessalement low-tech, ou des équipements médicaux simplifiés, ces espaces deviendraient des catalyseurs d'une industrialisation endogène et durable.

↳ *Indicateur de succès : 10 Fab Labs opérationnels (1 par département) formant 2 000 jeunes innovateurs/an d'ici 5 ans*

- **Jeunesse agricole et adaptation climatique**

La jeunesse agricole haïtienne est en première ligne face aux effets du changement climatique : événements météorologiques extrêmes plus fréquents, érosion des terres, insécurité alimentaire aggravée. Ces réalités pèsent directement sur les trajectoires économiques des jeunes ruraux et sur leur capacité à entreprendre. Les recommandations de la Phase 2 intègrent à ce titre un volet entrepreneuriat vert : formations aux pratiques agricoles résilientes, accès aux technologies solaires pour l'irrigation, développement de coopératives agro-écologiques portées par des jeunes.

↳ *Indicateur de succès : 50 coopératives agro-écologiques appuyées d'ici 5 ans.*

- **Stimuler l'innovation technologique portée par les femmes**

Seulement 3 % des femmes en milieu rural atteignent l'enseignement supérieur (EMMUS-VI), ce qui limite leur accès aux filières d'innovation. Des mesures proactives sont requises pour inverser cette tendance.

- **Bourses d'études en STIM et numérique [Faisabilité : moyenne | Coût : moyen | Impact potentiel : élevé]**

Créer un programme de bourses d'études, financé par des partenariats public-privé, réservé aux jeunes femmes pour les formations en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM), ainsi qu'en intelligence artificielle et analyse de données.

↳ *Indicateur de succès : 500 bourses STIM attribuées à des jeunes femmes sur 5 ans*

- **Hackathons et concours féminins [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : modéré]**

Organiser des hackathons et des concours d'innovation nationaux réservés aux équipes majoritairement ou entièrement féminines, avec des défis centrés sur la résolution de problèmes affectant spécifiquement les femmes et les filles.

📌 *Indicateur de succès : 4 hackathons/an avec 50+ équipes féminines participantes*

- **Sensibilisation précoce [Faisabilité : élevée | Coût : faible | Impact potentiel : modéré]**

Intégrer dans les programmes des clubs entrepreneuriaux scolaires des modules de sensibilisation aux STIM et à l'entrepreneuriat technologique, spécifiquement conçus pour attirer et retenir les filles.

📌 *Indicateur de succès : 100 écoles intégrant les modules STIM-genre dans les 3 ans*

Phase 3 – Institutionnalisation (5+ ans) : Ancrer la transformation

• Un pacte intergénérationnel pour l'avenir

Au-delà de ces mesures spécifiques, c'est un nouveau contrat social qu'il convient d'établir avec la jeunesse haïtienne. Ce pacte reposerait sur la reconnaissance explicite de leur capacité d'agir comme principale force de transformation du pays. Il s'agirait concrètement de leur garantir un accès équitable aux ressources productives, terres agricoles, capital, technologies, mais également aux espaces de décision.

- **Conseil National de l'Innovation Jeune [Faisabilité : faible-moyenne | Coût : faible | Impact potentiel : élevé]**

La création d'un Conseil National de l'Innovation Jeune, doté de réels pouvoirs consultatifs sur les politiques publiques et intégrant les leaders des initiatives entrepreneuriales les plus prometteuses, constituerait un premier pas vers cette gouvernance inclusive. Ce conseil pourrait contribuer à l'allocation des ressources d'un Fonds d'Impact Diaspora, alimenté par une taxe spécifique sur les transferts de la diaspora et par des contributions internationales dédiées. Le futur Conseil National de l'Innovation Jeune devra impérativement respecter une parité stricte (50 % de femmes) dans sa composition.

📌 *Indicateur de succès : Conseil opérationnel avec influence mesurable sur 3+ politiques publiques majeures*

- **Fonds d'Impact diaspora [Faisabilité : faible | Coût : élevé | Impact potentiel : révolutionnaire]**

Ce fonds repose sur l'engagement volontaire de la diaspora haïtienne : des membres qui souhaitent investir dans le pays peuvent contribuer à des projets sélectionnés, entrepreneuriat jeune, formation, innovation, avec une visibilité claire sur l'utilisation de leurs fonds et les résultats obtenus. Des institutions internationales de développement apporteraient des garanties financières supplémentaires, réduisant le risque pour les contributeurs et renforçant la crédibilité du mécanisme. Sur le terrain, des acteurs haïtiens spécialisés dans la finance inclusive assureraient la sélection des projets, l'accompagnement des bénéficiaires et le suivi des résultats. L'objectif est de canaliser, sur dix ans, entre 50 et 100 millions USD vers le développement économique porté par la jeunesse haïtienne, par appartenance et confiance.

📌 *Capitalisation cible : 50-100 millions USD sur 10 ans*

- **Technologies blockchain pour la gouvernance [Faisabilité : faible | Coût : élevé | Impact potentiel : élevé]**

Solutions décentralisées pour garantir transparence et résistance à la corruption dans l'allocation des ressources.

📌 *Horizon : 7-10 ans minimum*

4

CONCLUSION : LA METAMORPHOSE COMME HORIZON POSSIBLE



Il existe en créole haïtien une expression que les économistes du développement feraient bien d'apprendre : "Deye mon, gen mon", derrière les montagnes, il y a d'autres montagnes. Pendant trop longtemps, le monde a utilisé cette sagesse pour expliquer les échecs d'Haïti. Ce rapport propose d'en inverser la lecture : derrière chaque obstacle surmonté par cette jeunesse, il y a une capacité nouvelle, une compétence forgée dans l'adversité, une intelligence collective qui grandit précisément parce qu'elle n'a jamais pu compter sur la facilité. La thèse centrale de ce document n'est pas que la jeunesse haïtienne a besoin d'aide. C'est qu'elle est déjà en train de réussir malgré l'absence d'aide et que le monde doit maintenant décider s'il veut accompagner ce mouvement ou continuer à l'ignorer.

Cette conviction repose sur un constat empirique, pas sur un optimisme de façade. Une transformation silencieuse d'Haïti est déjà en gestation dans les interstices d'un système défaillant. Ces recommandations ne visent pas à créer artificiellement une dynamique inexistante, mais à amplifier et systématiser des innovations qui émergent spontanément du génie créatif de cette jeunesse résiliente. Là où les élites traditionnelles, l'Etat et l'aide internationale ont montré leurs limites, ces jeunes entrepreneurs sociaux, techniciens innovants et visionnaires pragmatiques construisent, brique par brique, infrastructure par infrastructure, les fondations d'un 21^{ème} siècle haïtien. Non pas le 21^{ème} siècle que d'autres ont imaginé pour eux, mais celui qu'ils sont en train d'inventer pour eux-mêmes.

Cette jeunesse n'attend pas d'être sauvée. Elle a le potentiel de transformer profondément le tissu socio-économique du pays. Notre responsabilité collective n'est pas de leur indiquer le chemin, mais de lever les obstacles qui entravent leur marche déterminée vers un avenir qu'ils ont déjà commencé à entrevoir. Dans un monde où l'intelligence artificielle et les technologies numériques redessinent les rapports de force économiques, Haïti a l'opportunité historique de s'appuyer sur sa jeunesse ultra-connectée pour contourner les étapes conventionnelles du développement et créer un

modèle endogène d'innovation frugale adapté à ses réalités. Cette conviction nous oblige cependant à une lucidité supplémentaire : elle interpelle non seulement les décideurs haïtiens, mais l'ensemble de la communauté internationale.

Car ce rapport n'est pas seulement une analyse des défis d'un pays en crise. C'est une question posée au monde sur les limites d'un modèle d'aide qui a trop longtemps traité Haïti comme un objet de compassion plutôt que comme un sujet de développement. Pendant des décennies, les milliards investis en aide humanitaire ont souvent contourné, fragilisé ou rendu obsolètes les dynamiques endogènes au lieu de les renforcer. Ce que cette jeunesse démontre chaque jour, qu'il s'agisse de l'entrepreneur qui code sans avoir jamais mis les pieds dans une école d'informatique, de l'agricultrice qui adopte l'analyse de données satellitaires pour ses récoltes, ou de l'ingénieure qui construit des micro-réseaux solaires dans des quartiers abandonnés de l'Etat, c'est que le capital humain haïtien n'a jamais été le problème. C'est son absence de reconnaissance, de financement et d'espace politique qui constitue le véritable obstacle. Changer ce regard, c'est déjà changer la donne.

Cette prise de conscience conduit à une deuxième exigence intellectuelle, celle de repenser la variable temps. L'une des erreurs les plus persistantes dans l'analyse du développement haïtien est de mesurer les progrès à l'aune de crises successives, en réinitialisant le compteur à chaque catastrophe, qu'il s'agisse du séisme, de l'ouragan, de l'assassinat ou de la pandémie. Cette lecture événementielle masque une réalité plus profonde et plus encourageante : en dépit de chaque rupture, la jeunesse haïtienne n'a pas réinitialisé ses ambitions. Elle les a recalibrées. Elle a appris à construire dans l'instabilité, à innover dans la contrainte, à créer des institutions informelles là où les institutions formelles ont capitulé. C'est précisément cette capacité à transformer l'adversité en ressource, ce que les économistes du développement appellent désormais la "résilience transformatrice", qui constitue le véritable dividende haïtien. Non pas une ressource naturelle à extraire, mais une intelligence collective à mobiliser. Le temps n'est donc pas l'ennemi d'Haïti : c'est la précipitation des solutions importées, déconnectées de ce terreau, qui l'a été.

C'est précisément pourquoi l'approche séquencée proposée, articulée autour des gains rapides, des investissements structurants, puis des paris transformateurs, offre une feuille de route pragmatique tout en maintenant l'ambition nécessaire. Commencer par les actions à haute faisabilité génère la confiance et les ressources nécessaires pour les phases ultérieures. Cette stratégie progressive maximise les chances de succès tout en permettant des ajustements basés sur les leçons apprises.

Projetons-nous en 2040. Si les recommandations de ce rapport sont mises en œuvre avec cohérence et dans la durée, la génération des 15-39 ans d'aujourd'hui sera alors aux commandes d'Haïti : dans les entreprises, dans les institutions, dans les urnes et peut-être dans les palais. Ce sera la première génération à avoir grandi avec le numérique comme langue maternelle, à avoir traversé une crise sécuritaire sans précédent et à en être sortie, à avoir construit malgré tout des coopératives, des plateformes, des réseaux qui auront survécu à l'Etat défaillant. Ce sera, en d'autres termes, la génération la mieux préparée de l'histoire d'Haïti pour gouverner un pays complexe dans un monde incertain.

Des initiatives comme Wi, Ayiti Kapab, programme audiovisuel du PNUD Haïti donnant la parole aux acteurs du changement haïtien, incarnent précisément cette inversion de perspective documentée dans ce rapport : donner la parole à ceux qui font, plutôt que de parler d'eux. En faisant témoigner des entrepreneurs, des recteurs d'universités, des fondatrices d'organisations communautaires, ce programme transforme le changement de narratif d'une recommandation abstraite en réalité tangible et quotidienne. La question n'est pas de savoir si cette génération est capable. La question est de savoir si nous aurons eu, collectivement, la clairvoyance et le courage de ne pas la gaspiller.

La métamorphose silencieuse d'Haïti n'est pas un espoir lointain, mais une possibilité tangible qui ne demande qu'à être reconnue, nourrie et amplifiée. Deye mon, gen mon et derrière ces montagnes-là, une nation attend d'être réinventée par ceux qui en sont le plus grand trésor : sa jeunesse visionnaire et résiliente.

5

BIBLIOGRAPHIE

1. André, B., Cossart, E, (Directeur de publication), "La transition démographique en Haïti," GéoProdig, portail d'information géographique, consulté le 20 février 2025, <http://geoprodig.cnrs.fr/items/show/31278>.
2. Banque Africaine de Développement, (2001) Le développement du secteur privé comme moteur du développement économique en Afrique, Rapport sur le développement en Afrique 2011
3. Banque Mondiale (2017). "Kenya : Innovations in Financial Inclusion."
4. Banque Mondiale (2017). "Reforming to Create Jobs : Doing Business 2017."
5. Banque Mondiale (2018). "Doing Business 2019: Training for Reform."
6. Banque Mondiale (2018). "Financing Small and Medium Enterprises in India."
7. Banque Mondiale (2019). "Small and Medium Enterprises (SMEs) Finance."
8. Banque Mondiale (2020). "Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies."
9. Banque Mondiale (2020). "Doing Business 2020: Haiti."
10. Banque Mondiale (2022). "Business Environment and the Impact of COVID-19 on SMEs in Haiti."
11. Banque Mondiale (2023) : "Doing Business in Haiti 2023: Reforming the Business Environment for Growth and Resilience."
12. Banque Mondiale (2021), "World Development Report 2021: Data for Better Lives"
13. Barot, H. (2015) Entrepreneurship – A Key to Success, The International Journal Of Business & Management (ISSN2321 –8916)
14. Boussif, L., Bahiya, Z. & Ait-Soudane, J. (2024) Entrepreneuriat et Développement Régional, Vol.5, No.2
15. Capital Markets Authority (2016). "Guidelines on Crowdfunding."
16. CGTMSE (2021). "Credit Guarantee Fund Trust for Micro and Small Enterprises."
17. Enquête FinScope: "Consommateur", avril 2019.
18. Enquête FinScope: "Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)", novembre 2023.
19. European Commission (2018). "Action Plan on FinTech"
20. European Union (2014). "Community-Led Local Development."
21. Financial Times (2020). "Haiti sees a surge in entrepreneurial spirit."
22. Fonds Monétaire International (FMI) (2022). "Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation."
23. Fritch, M. (2008), How does new business formation affect regional development? Introduction to the special issue, Small Business Economics, Volume 30, pages 1–14
24. Gérald, C. (2005). Société, économie et politique en Haïti : La crise permanente
25. Global Entrepreneurship Monitor (GEM) (2024) GEM 2023/2024 Global Report, 25 years and growing
26. Groupe de la Banque Mondiale La Banque Mondiale au Rwanda [en ligne], 28 septembre 2023, [31 juillet 2024]
27. Groupe de la Banque Mondiale La Banque Mondiale en Haïti [en ligne], 19 avril 2024, [31 juillet 2024]
28. Hazan, M., R. Novella et C. Zanuso (2018), "Aspirations, attentes et réalités de la jeunesse dans un Etat fragile : le cas haïtien", Papiers de recherche AFD, n° 2018-84, Novembre.
29. Institut de la Francophonie pour le développement durable. 2024. Jeunesse haïtienne, participation et développement durable (sous la coordination de E.L. Ngo-Samnack et Laura Guien). IFDD, Québec, Canada, 108 p.
30. Institut de Recherches et de Développement en Haïti (IRD-H) (2021) : "Entrepreneuriat et Développement Local : Perspectives pour Haïti."
31. Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) et ICF. 2018. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017) Pétion-Ville, Haïti, et Rockville, Maryland, USA : IHE et ICF.
32. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) : "Estimations désagrégées de la population haïtienne en 2024".

33. Inter-American Development Bank (2018). "Financing Small and Medium Enterprises in Latin America and the Caribbean."
34. International Finance Corporation (IFC) (2021) : "Haiti : Business Environment and Investment Climate Report."
35. International Labour Organisation (ILO), (2015). "Small and Medium-sized Enterprises and Decent and Productive Employment Creation."
36. International Trade Centre (2018). "Nepal : The Next Growth Story."
37. Katz, J. M. (2009) The Role of Government in Supporting SMEs. OECD Publishing.
38. Ledgerwood, J. (1999). Microfinance Handbook : An Institutional and Financial Perspective. World Bank Publications
39. Lerner, J. (2009). Boulevard of Broken Dreams : Why Public Efforts to Boost Entrepreneurship and Venture Capital Have Failed and What to Do About It. Princeton University Press
40. Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) (20 romyr1783@yahoo.fr21), Plan de Relance Economique Post-Covid (PREPOC) 2020-2023, Investissons dans la croissance, la résilience et les opportunités
41. Ministère de L'éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) (2016). *Plan d'actions prioritaires*.
42. Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) (2013) Recensement National des Entreprises de production et de commerce réalisé en 2012
43. Morduch, J. (1999). "The Microfinance Promise". Journal of Economic Literature, 37(4), 1569-1614.
44. Naudé, W. (2010). "Entrepreneurship, Developing Countries, and Development Economics : New Approaches and Insights." Small Business Economics, 34(1), 1-12.
45. Naudé, W. (2013). "Entrepreneurship and Economic Development : Theory, Evidence, and Policy."
46. OCDE (2017). "Entrepreneurship at a Glance 2017."
47. OCDE (2020). "Understanding the Local Impact of COVID-19: Policy Responses."
48. OCDE (2022), "The Measurement of Scientific, Technological and Innovation Activities : Guidelines for Collecting and Reporting Data on Research and Experimental Development"
49. Perspective Monde, Outil pédagogique des grandes tendances mondiales, Ecole de politique appliquée, Faculté de lettres et science humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada
50. PNUD (2014). "Unleashing Entrepreneurship: Making Business Work for the Poor."
51. PNUD (2020) : "Local Economic Development and Entrepreneurship in Haiti : Opportunities and Challenges."
52. Support for Entrepreneurs and Economic Development (SEED Network), "Coordinating for growth & innovation: haitian entrepreneurial ecosystem"
53. Support for Entrepreneurs and Economic Development (SEED Network), "Coordinating for growth & innovation: Haitian entrepreneurial ecosystem"
54. UNCTAD (2018). "The Least Developed Countries Report 2018: Entrepreneurship for Structural Transformation."
55. United Nations, Economic Commission for Africa, "Comblant le fossé entre la recherche et la politique pour accélérer le dividende démographique en Afrique de l'Ouest : une enquête exploratoire sur les expériences des chercheurs", 2022.
56. World Bank. 2024a. "Macro Poverty Outlook: Haiti." World Bank, Washington, DC.
57. OIT — Tackling Informal Employment in the Caribbean through Policy Action. ILO News, juillet 2025.
58. OIT — A Generation in Transition: Rethinking Youth Employment in the Caribbean. ILO News, août 2025.
59. Banque Mondiale — Haiti Poverty & Equity Brief, avril 2025.
60. Banque Mondiale / FRED — Youth Unemployment Rate for Haiti (SLUEM1524ZSHTI), mis à jour février 2026.
61. UNICEF — Crisis in Haiti (mise à jour continue 2025).
62. Geneva Global Hub for Education in Emergencies — Haiti's Education Crisis, novembre 2025.
63. Plan International — Children in Haiti in Danger and Out of School Because of Armed Violence, mars 2025.
64. DataReportal / GSMA Intelligence — Digital 2024: Haiti, janvier 2024.
65. ManaWorks / Villanova University — Profits for Prosperity (Guelmana Rochelin). <https://manaworks.net> |

6

TABLEAU RECAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS

Action	Horizon	Faisabilité	Coût	Impact potentiel	Indicateur clé
Phase 1					
Processus participatif de co-formulation	0-18 mois	Élevée	Faible	Élevé	Cadrage stratégique validé dans les 18 mois
Mécanisme de coordination inter-acteurs	0-12 mois	Élevée	Faible	Modéré	Rapports publics semestriels dès le 12 ^{ème} mois
Adoption formelle par les institutions publiques	0-24 mois	Moyenne	Faible	Élevé	Cadre endossé par 2 ministères d'ici 24 mois
Entrepreneuriat agricole technologique	0-24 mois	Élevée	Faible-Moyen	Élevé	20 écosystèmes locaux opérationnels d'ici 2 ans
Formation professionnelle co-construite	0-24 mois	Élevée	Faible-Moyen	Élevé	10 partenariats centres de formation-entreprises d'ici 2 ans
Programmes de mentorat féminin	0-18 mois	Élevée	Faible	Modéré	500 paires mentor-mentorée actives dans les 18 mois
Quota de parité dans les programmes d'appui	0-24 mois	Élevée	Nul	Modéré	50 % de participation féminine dans tous les programmes d'ici 24 mois
Campagnes de sensibilisation ciblées	0-12 mois	Élevée	Faible	Modéré	100 000 jeunes femmes atteintes via les canaux digitaux en 12 mois
Création de fonds dédiés	0-24 mois	Moyenne	Moyen	Élevé	5 millions USD capitalisés, 1 000 entrepreneures financées en 3 ans
Incubateurs et espaces sûrs	0-24 mois	Moyenne	Moyen	Élevé	5 incubateurs opérationnels dans les principales villes d'ici 3 ans
Plateforme numérique unifiée d'enregistrement	2-5 ans	Moyenne	Moyen	Élevé	Opérationnelle dans 3 départements, délai < 7 jours, 30 % des dossiers via financement alternatif d'ici 5 ans
Phase 2					
Guichet « Femmes Entrepreneures »	2-3 ans	Moyenne	Moyen	Élevé	Temps d'enregistrement réduit de 70 % en 3 ans
Solutions fintech inclusives	2-4 ans	Moyenne	Moyen-élevé	Élevé	30 % des prêts accordés via scoring alternatif dans les 4 ans
Mentorat intergénérationnel	2-3 ans	Moyenne	Moyen	Modéré	300 paires actives, taux de survie des entreprises > 60 % à 24 mois

Fab Labs départementaux	2-5 ans	Moyenne	Moyen	Élevé	10 Fab Labs opérationnels, 2 000 jeunes formés/an d'ici 5 ans
Entrepreneuriat vert et coopératives agro-écologiques	2-5 ans	Moyenne	Moyen	Élevé	50 coopératives agro-écologiques appuyées d'ici 5 ans
Bourses STIM et numérique	2-5 ans	Moyenne	Moyen	Élevé	500 bourses STIM attribuées à des jeunes femmes sur 5 ans
Hackathons et concours féminins	2-3 ans	Élevée	Faible	Modéré	4 hackathons/an avec 50+ équipes féminines
Sensibilisation précoce aux STIM	2-3 ans	Élevée	Faible	Modéré	100 écoles intégrant les modules STIM-genre dans les 3 ans

Phase 3

Conseil National de l'Innovation Jeune	5-7 ans	Faible-Moyenne	Faible	Élevé	Influence mesurable sur 3+ politiques publiques majeures
Fonds d'Impact Diaspora	5-10 ans	Faible	Élevé	Révolutionnaire	50-100 millions USD capitalisés sur 10 ans
Technologies blockchain pour la gouvernance	7-10 ans	Faible	Élevé	Élevé	Déploiement opérationnel à l'horizon 7-10 ans

La métamorphose silencieuse

PNUD Haïti - Mai 2026

© 2026 PNUD. Tous droits réservés.



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

14, Rue Reimbold, Bourdon

Port-au-Prince

Haïti

<https://www.undp.org/fr/haiti>

© UNDP 2026

Le PNUD accompagne Haïti dans la construction d'un avenir où chaque jeune peut devenir acteur de sa propre transformation. Ce rapport met en lumière une réalité trop souvent ignorée : celle d'une jeunesse haïtienne résiliente, innovante et déjà à l'œuvre pour réinventer son pays. Grâce à l'engagement de ses partenaires nationaux et internationaux, le PNUD soutient des dynamiques locales porteuses de changement : accès au numérique, accompagnement entrepreneurial, participation citoyenne. Ces dernières années, ces efforts ont permis à des milliers de jeunes Haïtiens de mieux se former, d'entreprendre et de se faire entendre, contribuant ainsi, silencieusement mais sûrement, à la métamorphose d'une nation tout entière.

